

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3542 - LUNDI 29 JUILLET 2019



INSTITUTIONS

Alexis Thambwe Mwamba porté au perchoir du Sénat

L'ex-ministre de la justice est le nouveau président du Sénat. Sans surprise, le candidat du Front commun pour le Congo (FCC) l'a emporté avec 65 voix contre 43 voix pour son adversaire, Modeste Bahati Lukwebo. L'ancien ministre de la Justice succède à Léon Kengo Wa Dondo qui a dirigé la chambre haute du Parlement durant douze ans.

Revenant sur quelques traits de son programme d'action présenté en liminaire lors de la campagne électorale, il a martelé sur le caractère prestigieux de la chambre haute qui doit être conservé. Une chambre dont la présence garantit l'équilibre du pouvoir, indispensable au bon fonctionnement de la démocratie. [Page 4](#)

VIE DES PARTIS

Inauguration du Centre national de référence en diagnostic d'autisme

Le président de la République a inauguré, le 26 juillet dans la commune de Limete, à Kinshasa, le Centre national de référence en diagnostic d'autisme. Ce centre, qui est une première en RDC, permettra notamment de fiabiliser le diagnostic, de canaliser et de fédérer tout ce qui se fait jusque-là en rapport avec cette affection qui touche beaucoup d'enfants et d'adultes. L'ASBL Congautisme lance un vibrant appel à tous les parents ayant des enfants vivant avec l'autisme de



La présidente de Congautisme, Elodie Bokambulu, prononçant son mot s'associer à elle pour assurer leur avenir. Un SOS est lancé envers les autorités du pays pour faire de la RDC une référence dans la prise en charge des personnes vivant avec le spectre du trouble de l'autisme. [Page 2](#)

SANTÉ

Fausse alerte de cas d'Ebola à Kinshasa



Prise en charge des malades atteints de la fièvre hémorragique à virus Ebola

Une fausse rumeur a circulé sur la toile faisant état d'un cas d'Ebola dans la ville de Kinshasa, créant ainsi la panique. Cette information vient d'être démentie à travers un communiqué rendu public, le 25 juillet, par le gouvernement provincial. Selon la ministre provinciale de la santé, il n'y a aucun cas d'Ebola détecté à Kinshasa.

Elle invite la population kinoise à ne pas céder à la spéculation et à vaquer librement à ses occupations. Et de rassurer qu'un contrôle accru et permanent est effectué au niveau de toutes les frontières de la ville pour sécuriser la population de Kinshasa qui est priée d'observer des mesures élémentaires d'hygiène. [Page 4](#)

KOLWEZI

Moïse Katumbi réitère son appartenance à l'opposition républicaine

Dans un meeting tenu le 26 juillet à Kolwezi (province de Lualaba), à la place Saditend à la cité Manika, l'opposant congolais a été porteur d'un message de réconfort à sa base de la province du Lualaba. Tout en remerciant le peuple lualabais pour sa lutte en faveur de l'alternance, il a réitéré son appartenance à l'opposition républicaine qu'il veut constructive. « *Nous ferons une opposition constructive. Opposition, c'est écouter les gens. Nous voulons que notre pays aille de l'avant* », a-t-il lancé. Et d'ajouter que le plus important demeure l'avancement de la République démocratique du Congo. [Page 3](#)



KINSHASA

Félix Tshisekedi inaugure le Centre national de référence en diagnostic d'autisme

La structure, œuvre de l'ASBL Congautisme et la première de la RDC, aura pour mission de diagnostiquer les personnes vivant avec des troubles du spectre de l'autisme en vue de leur correcte et efficiente prise en charge.

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilomba, a inauguré, le vendredi 26 juillet, dans la commune de Limete à Kinshasa, le Centre national de référence en diagnostic d'autisme. Ce centre, qui est une première en RDC en matière d'autisme, permettra notamment de canaliser et de fédérer tout ce qui se fait jusque-là en rapport avec cette affection qui touche beaucoup d'enfants et d'adultes ainsi que de fiabiliser le diagnostic.

Dans les motivations qui ont conduit à la création de ce centre, l'équipe dirigeante de Congautisme conduite par la présidente Elodie Bokambulu Diakite a rappelé que « *le diagnostic est primordial pour une bonne prise en charge des personnes qui vivent avec ce handicap* ». Il est donc la première étape pour que les enfants ou toute personne vivant avec ce spectre de la perturbation du comportement puisse être comprise, aidée et incluse dans la société.

Un défi, un projet et une ambition

Le centre installé dans la commune de Limete, comme l'avait indiqué l'un des membres de l'équipe dirigeante de Congautisme, Claude Londole, a été créé parce qu'il n'y avait pas, dans le pays, une structure pour fédérer les efforts pour la prise



La présidente de Congautisme, Elodie Bokambulu, prononçant son mot-présidence de la République

en charge des personnes vivant avec l'autisme, étant donné que toutes les actions menées dans ce cadre se faisaient d'une manière disparate. Aussi, ce centre se veut être une structure qui permettra de fiabiliser le diagnostic en matière d'autisme. Mais quant à cette ASBL Congautisme elle-même, elle est un projet, un défi et une ambition, comme l'avait indiqué un autre cadre, Dickson.

Le défi, à l'en croire, c'était de créer ce centre qui venait d'être inauguré par le chef de l'État alors que le projet était de décomplexer toutes les familles ayant des enfants vivant avec un trouble du spectre de l'autisme. Alors que l'ambition est de faire de la RDC une référence en matière de la prise en charge des personnes vivant avec l'autisme.

L'amour et le cri d'une mère

Congautisme est, en fait, le cri d'une mère, Elodie Bokambulu Diakite, qui a donné naissance à deux enfants qui présentent le trouble de comportement. C'est également l'expression de son amour pour ces deux

enfants qu'elle n'avait pas voulu laisser à l'écart de la société. Elle avait, avec son mari M. Diakite, encadré ces deux enfants de sorte qu'ils puissent grandir comme tous les autres enfants du monde. Et c'est cette expérience, qui a réussi, qu'elle veut partager avec les autres parents de la RDC qui sont dans son cas. C'est ce qui explique l'émotion qui l'anime, chaque fois qu'elle veut expliquer ce qu'est Congautisme.

Avec la création de cette ASBL et le centre dont les activités ont été lancées, Elodie Bokambulu Diakite et toute l'équipe de Congautisme lancent un appel vibrant à tous les parents congolais ayant des enfants vivant avec l'autisme de s'associer à eux pour l'avenir de ces enfants. « *Ne cachez plus vos enfants, aimez-les, chérissez-les et amenez-les au centre pour être diagnostiqués et suivis* », ont-ils lancé, indiquant que les enfants vivant avec ce trouble de comportement ne sont ni sorciers ni victimes d'un mauvais sort.

Congautisme s'est donc donné

comme mission de sensibiliser la population sur l'intérêt et la nécessité d'un diagnostic spécifique ; de proposer les interventions appropriées à tous les enfants qui reçoivent le diagnostic d'autisme ; de renforcer les compétences des professionnels œuvrant dans la petite enfance ; d'appuyer financièrement les institutions membres ou non travaillant sur les enfants vivant avec le trouble du spectre de l'autisme ; procéder aux évaluations diagnostiques de tout enfant présentant d'autres troubles du neurodéveloppement ; et de procéder à la formation et accompagnement psycho-social des parents.

Dans ses projets, Congautisme veut, en plus de la création du centre national de référence en diagnostic d'autisme, construire un site, recenser toutes les institutions travaillant sur la prise en charge des personnes vivant avec autisme à travers la RDC en vue de leur assurer un appui financier et en renforcement des capacités. Cette ASBL ambitionne également de renforcer les compétences des

parents et autres professionnels en vue d'améliorer la prise en charge des enfants vivant avec autisme et envisage la création des centres professionnels pour favoriser l'insertion socio-professionnelle des adolescents vivant avec le spectre du trouble de l'autisme ou autres troubles du neurodéveloppement.

Dans ses activités actuelles, Congautisme sensibilise la population et le gouvernement à travers trois ministères de liaison (EPSP, Santé et Affaires sociales), travaille avec deux principales institutions s'occupant des enfants présentant les troubles du spectre de l'autisme à Kinshasa (CEIEHMA et l'École Amis de Daniel).

Le Centre national de référence en diagnostic d'autisme dont les activités ont été lancées par le président de la République organise les consultations neuropsychologiques (TSA et autres troubles du neurodéveloppement), les consultations neuro-pédiatriques et neuropsychiatriques, les formations spécialisées des professionnels de la petite enfance, les interventions médico-psycho-éducatives, la guidance et counseling. Cette ouverture du centre était également une occasion pour le comité directeur de Congautisme, de sensibiliser les parents qui ont des enfants autistes en vue de savoir comment les gérer. Un SOS a également été lancé envers les autorités du pays et toutes les autres personnalités et institutions pour leur apport à la réalisation du rêve de faire de la RDC une référence et un modèle en ce qui concerne la prise en charge des personnes vivant avec le spectre du trouble de l'autisme.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

KOLWEZI

Moïse Katumbi réitère son appartenance à l'opposition républicaine

Dans un meeting tenu le 26 juillet à Kolwezi (province de Lualaba), à la place Saditend à la cité Manika, l'opposant congolais a été porteur d'un message de réconfort à sa base de la province du Lualaba.

En provenance de Kalemie, chef-lieu de la province du Tanganyika, où il a été accueilli par une masse populaire enthousiaste qui tenait à lui témoigner son indéfectible attachement, Moïse Katumbi a finalement rejoint la ville de Kolwezi le vendredi 26 juillet. Une descente qui n'a pas donné lieu à des escarmouches, étant donné que la mairie de Kolwezi est finalement revenue sur sa décision d'interdire la manifestation de Lamuka prévue dans la foulée de l'arrivée de l'ex-gouverneur dans la province de Lualaba. « La mairie de Kolwezi tient à informer toute la ville de Kolwezi que la seule manifestation organisée sur l'étendue de la ville est celle de l'arrivée de Moïse Katumbi, ancien gouverneur du Katanga », peut-on lire dans le communiqué officiel publié la veille par la mairie. C'est dans une ambiance car-



Moïse Katumbi

navalesque que le leader d'Ensemble pour le changement a été accueilli à Kalemie. Des milliers de sympathisants l'ont

accompagné dans sa procession à travers la ville qui a débouché sur le lieu du meeting. Le président en exercice de

Lamuka a mis plusieurs heures de route pour atteindre le site prévu pour le rassemblement, arrêté à plusieurs endroits

par une foule hystérique visiblement acquise à sa cause. L'espace Saditend à la cité Manika, site choisi pour abriter l'événement, était noir de monde.

Devant une foule compacte, Moïse Katumbi a tenu un discours rassurant. Il a, de prime abord, remercié le peuple luababais pour la lutte en faveur de l'alternance avant de réitérer son appartenance à l'opposition républicaine qui se veut constructive. « Nous ferons une opposition constructive. Opposition, c'est écouter les gens. Nous voulons que notre pays aille de l'avant », a-t-il lancé. Et d'ajouter que le plus important demeure l'avancement de la République démocratique du Congo. À noter que l'accueil et le meeting de Moïse Katumbi à Kolwezi se sont déroulés sans incidents majeurs.

Alain Diasso

CINQUANTE ANS DE LA MORT DE MOÏSE TSHOMBE

La famille déterminée à rapatrier sa dépouille

Pour la progéniture du feu le Premier ministre du Congo et président du Katanga indépendant, chaque jour qui passe est de trop pour que ce dernier continue toujours à rester en dehors de la terre de ses ancêtres et que sa mémoire ne soit toujours pas réhabilitée.

La famille de feu Moïse Kapend Tshombe a célébré, le 27 juillet, en l'église baptiste franco-swahiliphone de la Gombe, une messe d'action de grâces à l'occasion de la commémoration des cinquante ans de sa disparition.

Cette célébration du jubilé d'or de la disparition de Moïse Kapend Tshombe était l'occasion pour sa progéniture d'exprimer leur volonté de rapatrier les restes de leur père pour son repos éternel sur la terre de ses ancêtres. « Cinquante ans, c'est trop. Il est temps qu'il puisse rentrer reposer sur la terre de ses ancêtres », a dit l'une de ses filles, la représentante du chef de l'État congolais à la Francophonie, Isabel Machik Tshombe. Pour une autre de ses filles, Chantal-Esther Tshombe, chaque jour qui passait était de trop pour que le corps de leur père et grand-père de leurs enfants continue à rester en Belgique, où il a été provisoirement enterré.



Moïse Tshombe

De l'avis de la famille Tshombe, cette célébration du jubilé d'or de sa disparition et ces hommages lui rendus en marge des cinquante ans de sa disparition constituent le début de ce processus pour son retour au pays de ses ancêtres. « Il est temps qu'il puisse rentrer se reposer sur la terre de ses ancêtres », a insisté Isabel Machik Tshombe.

Justice pour Moïse Kapend Tshombe

Devant les personnalités politiques, les membres du corps diplomatique accrédité en RDC et des Congolais partici-

pant à cette messe, la famille Tshombe a indiqué que cinquante ans étaient également trop sans que justice ne soit rendue à feu le Premier ministre et président du Katanga indépendant. Il est temps, a-t-elle fait savoir, pour que la mémoire de ce Premier ministre du Congo indépendant et président du Katanga indépendant soit réhabilitée. Il est temps pour que son sacrifice soit, enfin, reconnu et loué.

Cette messe a également constitué une bonne occasion pour sa famille et tous ceux qui ont connu Moïse Kapend Tshombe de donner sa vraie image, cette image positive, qui lave celle sombre de séparatiste insensé et sans cœur qu'une certaine opinion a voulu coller à sa personne. « Votre présence à nos côtés pour célébrer ce jubilé de sa mort démontre qu'au-delà des caricatures et des idées, de la désinformation chronique, la vérité suit son chemin, elle finira par triompher, elle finira par dire au grand jour qui était Moïse Kapend Tshombe », a dit Isabel Machik Tshombe. Elle finira par nous révéler, a-t-elle poursuivi, qu'il était l'un des plus brillants pères de l'indépendance du pays, et il retrouvera sa place dans l'histoire de la République démocratique

du Congo. Il est grand temps, selon elle, que tous ces historiens scélérats, qui falsifient l'histoire au gré de la main qui nourrit, en jetant l'opprobre sur un homme qui a sacrifié sa vie, soient confondus par la vérité.

Notant que Moïse Kapend Tshombe a été vilipendé, calomnié et traîné dans la boue, voulant le réduire à une caricature de séparatiste, de sécessionniste de mauvais aloi alors que la sécession katangaise était la première pièce de son projet pour un grand Congo. Isabel Machik Tshombe a fait savoir que c'était un projet pour un Congo fédéral qui devrait déboucher sur les États-Unis d'Afrique. « C'était un grand rêve mais son rêve a été confisqué », a-t-elle dit, s'appuyant sur l'article 1er de la Constitution de l'État du Katanga pour noter que l'ambition du Katanga était de construire une fédération et non de se séparer. Sa célèbre phrase : « donnez-moi trois mois et je vous donnerai un Congo nouveau est dans toutes les mémoires de ceux qui vivaient au Congo à cette époque-là », a rappelé la fille de feu Moïse Tshombe, regrettant que son père, en dépit de s'être sacrifié pour le Congo, ait été obligé de mourir loin de sa famille, lois des

siens, loin de la terre de ses ancêtres. C'est pourquoi, a-t-il insisté, je dis qu'il est temps qu'il vienne se reposer sur la terre de ses ancêtres.

Dans ces témoignages, il a noté que Moïse Kapend Tshombe « n'avait pas hésité de travailler pour son peuple et l'amener sur la route de son indépendance. Il s'était toujours fait un responsable au service des siens. Il était animé de l'amour du prochain, de l'esprit du pardon... C'était une bonne personne au service des autres ».

De son côté, l'officier de cette messe, le révérend Jonathan Mutej Ditend, a souligné, en plus de ses qualités de père de famille et d'homme d'État, ses qualités chrétiennes, appelant ainsi sa progéniture et tout le peuple congolais à puiser sur son héritage et à suivre son exemple. « Son sacrifice n'aura pas été vain. Nous devons hériter de ses idées et les pérenniser. Il a gardé sa foi en Christ. Il est un digne exemple que nous devons suivre », a-t-il souligné. Le 29 juin 1969, note-t-on, Moïse Tshombe disparaissait, loin de sa terre natale, en Algérie dans des conditions non encore élucidées. Depuis son corps n'a pas encore été rapatrié.

Lucien Dianzenza

INSTITUTIONS

Alexis Thambwe Mwamba porté au perchoir du Sénat

Ce cadre du Front commun pour le Congo (FCC) a été élu à la présidence de la chambre basse du Parlement à l'issue de l'élection des membres du bureau définitif de cette institution organisée le 27 juillet à l'hémicycle du Palais du peuple.

L'ex-ministre de la Justice qui concourrait à la présidence du Sénat, à côté de Modeste Bahati, un des derniers dissidents du FCC, a recueilli soixante-cinq voix sur cent et huit votants, contre cinquante-cinq à son challenger. Alexis Thambwe Mwamba succède ainsi à Léon Kengo wa Dondo à la tête du Sénat et c'est avec émotion qu'il a tenu, dans son mot de circonstance, à remercier l'autorité morale de son regroupement politique, Joseph Kabila Kabange, pour la confiance qu'il a placée à sa modeste personne en le désignant candidat à la présidence du Sénat. Revenant sur quelques traits de son programme d'action présenté en liminaire lors

de la campagne électorale, il a martelé sur le caractère prestigieux de la Chambre haute qui doit être conservé. Une chambre dont la présence garantit l'équilibre du pouvoir, indispensable au fonctionnement de la démocratie. Elle s'attellera à examiner et à rectifier au besoin, ce que la première chambre aura produit et à formuler des amendements nécessaires. Et de marteler sur le rôle stabilisateur du Sénat, essentiel à une démocratie apaisée.

Sous son mandat, Alexis Thambwe Mwamba promet de faire jouer à l'institution son rôle en tant que contre-pouvoir et à booster son efficacité en la mettant résolument au service de la RDC pour laquelle il s'est engagé à promouvoir le développement et le redressement. Jamais, sous sa mandature, une parcelle du pays en proie à l'insécurité ou souffrant du manque d'eau ne sera oubliée. Il a promis d'œuvrer

pour l'émergence d'un Sénat ouvert, respectueux des droits et libertés de chaque groupe parlementaire. « *Je mettrais mon expérience en jeu pour assurer l'indépendance du Sénat et la liberté des sénateurs* », a-t-il déclaré.

Alexis Thambwe Mwamba sera secondé dans sa tâche par Samy Badibanga élu premier vice-président avec soixante voix contre trente-quatre attribués à Evariste Boshab, son concurrent direct. La deuxième vice-présidence sera assumée par John Tibasima (63 voix) et le poste de rapporteur a été raflé par Kahumba (78 voix), secondé par Kamitatu Marie José élue rapporteur adjoint. Rubuye Akizimwami et Lelo Nzanzi occupent respectivement les postes de questeur et de questeur adjoint. Notons que ces élections ont marqué la clôture de la session extraordinaire du Parlement convoquée depuis le mois d'avril dernier.

Alain Diasso

RDC

Réduire les pertes alimentaires pour mieux manger et gagner plus d'argent

Trois agences des Nations unies ont proposé cette semaine au gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) un ensemble de règlements et normes afin de réduire les pertes alimentaires surtout au niveau des petits exploitants agricoles. « *L'ampleur de pertes alimentaires après les récoltes cause beaucoup de torts à la sécurité alimentaire et aux revenus des populations* », a affirmé le représentant de la FAO dans le pays, Aristide Ongone Obame.

Selon l'ONU, les pertes alimentaires en RDC s'élèvent à 30%, dans un pays où près de 13 millions de personnes connaissent l'insécurité alimentaire. Le projet conjoint du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Fonds international de développement agricole, intitulé « *Intégration des initiatives de réduction des pertes alimentaires pour les petits exploitants dans les*

zones à déficit vivrier », cible les provinces du Kwango et du Kongo-Central autour des cultures du maïs et du riz.

Il porte sur deux axes : la promotion des bonnes pratiques et l'institutionnalisation de la problématique. « *Une chose, c'est de mener des activités pour qu'il y ait de bonnes pratiques au niveau des populations, c'est bien. Mais l'autre chose, c'est de créer au niveau d'un pays un cadre sur l'institutionnalisation de cette problématique* », a expliqué M. Ongone Obame. Selon lui, il faut que les textes réglementaires de la RDC aient une orientation, un texte et une politique qui prennent en compte cette problématique. Dans cette perspective, les trois agences de l'ONU mettent à la disposition du gouvernement congolais une note d'orientation politique que le représentant de la FAO a remise lundi au secrétaire général de l'Agriculture à Kinshasa, et qui a été validée au cours d'un atelier.

Xinhua

SANTÉ

L'INRB organise le 10e congrès international de pathologie infectieuse et parasitaire



Le bâtiment de l'INRB

La rencontre internationale coordonnée par l'Institut national de recherche biomédicales (INRB) réunira les sommités du monde médical, du 14 au 16 novembre, à Kinshasa, sur le thème « Maladies infectieuses et parasitaires : défis contextuels, gènes, environnement et perspectives ».

Durant les trois jours de la tenue de ce congrès placé sous le haut patronage du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, les participants vont être édifiés sur des résultats de plusieurs recherches entreprises dans le

domaine médical en République démocratique du Congo et dans plusieurs coins du monde. Parmi les participants à ce forum, on compte des médecins, des professeurs d'université et scientifiques sans oublier des ambassadeurs du Japon, de l'Allemagne, des Etats-Unis, de la France et de la Belgique. Prennent également part à cette rencontre des représentants de plusieurs organisations tant régionales qu'internationales intervenant dans le secteur de la santé.

Blandine Lusimana

Fausse alerte de cas d'Ébola à Kinshasa

Une fausse rumeur a circulé sur la toile faisant état d'un cas d'Ébola dans la ville de Kinshasa, créant ainsi la panique.

L'information vient vite d'être démentie à travers un communiqué rendu public, le vendredi 25 juillet, par le gouvernement provincial. Selon la ministre provinciale de la Santé, il n'y a aucun cas d'Ébola dans la ville de Kinshasa. Elle invite par ailleurs la population kinoise à ne pas céder à la spéculation et à vaquer librement à ses occupations.

Elle a, en outre, affirmé que le gouvernement Ngabila « *ras-sure qu'un contrôle accru et permanent est effectué au niveau de toutes les frontières de la ville, notamment à l'aéroport international de N'Djili, à l'aérodrome de Ndolo et dans les différents ports de la capitale pour sécuriser la population de Kinshasa* ». Aussi, le ministère provincial de la santé publique est « *la seule institution habilitée à déclarer la présence d'une quelconque épidémie dans la capitale congolaise* ».

Ce communiqué vient ainsi



La lutte contre Ébola

mettre fin à cette rumeur qui a mis la ville en ébullition. Toutefois, il est recommandé à la population d'observer des mesures élémentaires d'hygiène, notamment le lavage des mains avec du savon. Il va sans dire que depuis que l'OMS a déclaré la dixième épidémie de la maladie à virus Ébola en RDC comme une urgence de santé publique de portée internationale, la communauté interna-

tionale s'est davantage mobilisée pour contrer la propagation de cette maladie grave et mortelle.

L'Union africaine prévoit même d'envoyer ses experts pour porter mains fortes aux équipes sur le terrain. En sus de cela, la Banque mondiale vient de débloquer trois cents millions de dollars américains pour financer les activités de la riposte.

B.L

CHINE/CONGO

Ma Fulin souligne des progrès importants dans la coopération militaire et sécuritaire

« Ces dernières années, les échanges et la coopération entre les deux armées se multiplient avec des fruits abondants », a déclaré le diplomate chinois lors d'une cérémonie marquant le 92^e anniversaire de la fondation de l'armée populaire de libération de Chine, célébré le 25 juillet à Brazzaville.

Devant les autorités congolaises représentées par le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, et autres invités de marque, l'ambassadeur de Chine a saisi cette occasion pour faire le point sur la coopération sino-congolaise, marquée cette année par la participation des autorités militaires aux différentes rencontres organisées en Chine.

En effet, ces autorités militaires congolaises ont participé chacun à la huitième édition du Forum de Xiangshan de Beijing ; à la célébration du soixante-dixième anniversaire de la fondation de la Marine chinoise, et à la première édition du Forum sino-africain sur la paix et la sécurité.

« L'amitié entre la Chine et le Congo qui s'enracine dans l'histoire est pleine de vitalité. La coopération militaire et sécuritaire sino-congolaise a fait dans le passé, fait aujourd'hui et fera toujours dans l'avenir partie importante des rela-



L'ambassadeur Ma Fulin délivrant son message *crédit photos adiac*

tions d'amitié et de coopération entre les deux pays », a indiqué Ma Fulin.

L'arrivée au Congo d'un groupe d'experts militaires chinois depuis l'an dernier pour une formation professionnelle à l'Académie militaire Marien-Ngouabi n'est pas passée sous silence. Réciproquement, l'ambassadeur a annoncé qu'en septembre prochain des stagiaires militaires congolais iront successivement en Chine pour poursuivre leurs études. Il est convaincu que les rela-

tions d'amitié et de coopération entre les deux pays et les deux armées « iront de plus en plus loin et de plus en plus haut ».

S'agissant de la coopération sino-africaine, le diplomate Chinois a exprimé la volonté de son pays à jouer un rôle constructif dans le maintien et la promotion de la paix et de la sécurité de l'Afrique. « La Chine est toujours un acteur constructif dans les affaires de paix et de sécurité de l'Afrique », a-t-il laissé entendre. « Lors du Sommet de Beijing 2018 du Forum sur

la Coopération sino-africaine, le président chinois, Xi Jinping, a annoncé que le gouvernement créerait un fonds de coopération Chine-Afrique pour la paix et la sécurité, et continuerait à fournir des aides militaires sans contrepartie à l'Union africaine », a rappelé l'ambassadeur de Chine.

La Chine a présenté, mercredi 24 juillet dernier, dans un document ses ambitions de bâtir une armée moderne et avancée technologiquement.

L'armée chinoise à l'horizon 2035...

« Aujourd'hui, la Chine est repositionnée sur un nouveau point de départ. Pour mieux s'adapter aux changements de l'environnement de la sécurité nationale et de la situation stratégique internationale, elle s'applique à construire une armée du peuple fidèle au Parti, capable de gagner et exemplaire dans son comportement », a fait savoir Ma Fulin, tout en rappelant la contribution de cette armée à « la défense de la sécurité nationale, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Chine ».

À l'horizon 2035, le pays, a-t-il ajouté, vise « la modernisation globale de la défense nationale, et de porter, d'ici le milieu de notre siècle, l'armée chinoise au premier rang du monde, fournissant ainsi un appui stratégique

pour la consolidation de la direction du Parti communiste chinois et du système socialiste, pour la sauvegarde de la souveraineté, de la réunification nationale et de l'intégrité territoriale, pour la protection des intérêts nationaux à l'étranger, et pour la promotion de la paix et du développement dans le monde ».

Evoquant les concepts fondamentaux et les interrelations complexes existant entre les politiques de paix et de sécurité d'un côté, et la coopération internationale de l'autre, l'ambassadeur a annoncé la publication, le 24 juillet, par le gouvernement chinois, d'un nouveau livre blanc de défense nationale dans lequel il a exposé « systématiquement sa politique de défense nationale de nature défensive dans la nouvelle ère ».

« L'armée chinoise se conformera au courant de la paix et du développement de notre époque, et contribuera activement à la construction d'une communauté de destin pour l'humanité », a assuré le diplomate Chinois.

La cérémonie a été marquée par la projection d'un film intitulé « l'armée populaire de libération de Chine, une force pour la paix mondiale »; l'exposition photos rappelant le rôle de cette armée, ainsi que les temps forts de la coopération sino-congolaise.

Yvette Reine Nzaba

ZLEC

Carlos Lopes : « La place de l'Afrique dans le commerce mondial ne sera plus la même »

Le chef de la commission économique pour l'Afrique à l'Union africaine, Carlos Lopes, a analysé les enjeux et l'impact économique de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC). Celle-ci est une avancée majeure pour l'Afrique.

Pour Carlos Lopes, les perspectives sont bonnes pour l'Afrique, exportateur jusqu'ici des produits bruts. La place de l'Afrique dans le commerce mondial ne sera plus la même. Le continent a plus d'avantages à faire du commerce intra-africain, le marché est



Carlos Lopes *crédit photos adiac*

en train de s'étendre avec la population qui croît, et la consommation interne devient de plus en plus importante. Le continent donnera un élan à l'industrialisation, compte tenu de la consommation des produits transformés. Les échanges au sein de la ZLEC représenteront 52 % de l'ensemble des échanges des pays africains avec leurs partenaires dans les autres continents d'ici fin 2020. Il a rappelé que tous les pays qui ont établi des zones de libre-échange ont bénéficié d'une augmentation

considérable de leur commerce régional, et qu'avec la zone de libre-échange tous les pays gagnent, même si certains gagnent plus et d'autres moins dans des transactions. Et ceux qui gagnent le plus, c'est parce qu'ils se préparent. Pour lui, il faut des politiques qui créent des mécanismes et qui permettent de tirer avantage de son insertion dans une telle zone. Il rappelle que la croissance n'est pas statique. La croissance de l'Afrique est tirée de la consommation interne (démographique, les infrastructures et l'urbanisation), et du prix des matières premières. L'Afrique a toutes les chances d'augmenter cette partie de consommation interne si on se focalise davantage sur le marché africain pour les exportations. Prenant l'exemple

des pays producteurs de pétrole (Angola, Libye, Nigéria, etc). Ils vendraient une partie de leurs produits raffinés aux autres pays africains. Les pays africains continuent d'importer à peu près 70% de leur production pétrolière parce qu'ils ne raffinent pas, ils n'ont pas donné la priorité à l'industrialisation regrette-t-il. Pour y arriver, il faut nécessairement des réformes.

« Or, Beaucoup de pays préfèrent la facilité au complexe », a souligné Carlos Lopes. Concernant le débat sur une monnaie unique en Afrique « ce n'est pas la solution en ce moment », a-t-il dit, la création d'une zone monétaire étant « très complexe ».

Noël Ndong

CEEAC

Quatre projets phares adoptés par les pays membres

Ouverte le 25 juillet à Libreville, au Gabon, la deuxième réunion des ministres du Comité de pilotage de la réforme institutionnelle (Copil-ri) de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) a pris fin, le 27 juillet, avec pour résolution, l'adoption de quatre projets de textes fondamentaux qui serviront de cadrage vers l'intégration régionale.

La réunion de trois jours avait pour objectif principal de faire aboutir au plus vite et au mieux la réforme institutionnelle de la CEEAC, pour permettre une nouvelle dynamique de l'intégration en Afrique centrale. Elle a permis aux participants d'adopter, après échanges, quatre projets de textes fondamentaux. Ces projets de textes qui seront soumis à la prochaine conférence des chefs d'Etat et de gouvernement pour leur approbation concernent : le projet de cadre organique de la CEEAC; le projet de statut du personnel révisé de la CEEAC; le projet de texte révisant le règlement financier de la CEEAC; le projet de protocole révisé relatif au Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (Copax).

En ce qui concerne le projet de cadre organique de l'institution, les ministres sont convenus que ce cadre qui constitue l'organe principal de la communauté prévoit un exécutif composé de sept commissaires, dont un président, un vice-président et cinq commissaires chefs de départements, notamment le département marché commun, affaires économiques, monétaires et financières ; Celui de l'environnement, des ressources naturelles, agriculture et développement rural ; le dépar-

tement aménagement du territoire et infrastructures et celui en charge du développement humain et social.

S'agissant du projet relatif au statut du personnel révisé, les participants ont résolu que sa révision porte sur la mise en cohérence de la classification des professionnels et des emplois avec le statut et règlement du personnel de l'Union africaine. Car, ce projet prévoit la nationalisation des allocations et indemnités, l'incitation et la stimulation du personnel au moyen de diverses récompenses, l'encadrement du règlement des différends liés aux mesures disciplinaires, le renforcement des règles du contentieux professionnel, l'encadrement à la fois plus rigoureux et flexible de la cessation d'activités et la création de cadres de concertation et d'un comité du personnel.

Un code de passation des marchés communautaires en voie d'être initié

En effet, à propos du projet de texte révisant le règlement financier de la CEEAC, il a été décidé que cette révision s'appuie sur l'instauration d'un code des marchés de la communauté pour encadrer le processus de passation des marchés au sein des organes



La réunion des ministres du Comité de pilotage de la réforme institutionnelle de la CEEAC

et institutions, le renforcement des principes budgétaires nécessaires à la bonne gouvernance financière ; l'insertion des modalités de liquidation, de recouvrement et de gestion de la contribution communautaire d'intégration; le renforcement du dispositif de contrôle budgétaire et comptable des organes et institutions de la communauté par la cour des comptes, de justice, le parlement communautaire ainsi que le contrôleur financier et l'auditeur interne; l'introduction de la chaîne planification, programmation budgétisation et suivi-évaluation.

Et, quant au projet protocole révisé du Copax, les membres du comité de pilotage ont demandé, l'insertion complète et définitive du mécanisme institutionnel du Copax au sein de l'architecture institutionnelle de la CEEAC et le renforcement de la coopération entre les Etats, notamment dans le domaine de la police et de la justice, à travers la mise en place du mécanisme régional de coo-

pération policière et judiciaire de l'Afrique centrale. D'autant plus, le protocole révisé prévoit aussi que le Copax se réunira désormais au niveau de la conférence et du comité technique spécialisé sur la défense, la sûreté et la sécurité des ministres et des ambassadeurs ou représentants permanents.

Saluant, au nom des ministres, le chef de l'Etat gabonais, président en exercice de la CEEAC, membre du Copil-ri, le ministre gabonais des affaires étrangères, Alain Claude Bilie-By-Nze, a souligné que l'objectif de cette réunion a été atteint. Car la validation des quatre projets de textes révisés, préparés par la quatrième réunion du comité technique des experts tenus à Libreville, le mois dernier, vient d'être faite.

« La réunion que nous venons de tenir marque un jalon significatif dans le processus des réformes institutionnelles de la CEEAC, tel que décidé par les chefs d'Etat de notre communauté, en mai 2015. Il ne me reste qu'à transmettre officiellement ces projets au pré-

sident, en vue de la convocation prochaine d'une session de la conférence des chefs d'Etat pour l'approbation de ces textes », a-t-il ajouté.

« Nous, ministres des Affaires étrangères, des relations extérieures, de l'intégration, des finances et de la défense de la CEEAC réunis ici pour notre deuxième réunion du comité de pilotage, exprimons notre profonde gratitude à son excellence Ali Bongo Ondimba pour son leadership », a conclu, la ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des communautés de São Tomé-et-Principe, Elsa Teixeira Pinto.

Notons que la rencontre a connu la participation active des représentants des onze pays membres de l'organisation, à savoir: l'Angola; le Burundi; le Cameroun; le Centrafrique; le Congo; la Guinée Equatoriale; la République démocratique du Congo; le Rwanda; la République démocratique de São Tomé-et-Principe et le Tchad.

Rock Ngassakys

BANQUE MONDIALE

L'Afrique au cœur des préoccupations de David Malpass

Le nouveau président de la Banque mondiale, l'Américain David Malpass, nommé par Donald Trump en avril dernier, donne sa vision pour l'Afrique. Ce continent va concentrer l'essentiel de la pauvreté dans le monde à l'horizon 2030, selon lui.

Selon les chiffres de la Banque mondiale, un milliard de personnes sont sorties de la pauvreté depuis 1990, des millions d'autres ont pu accéder à l'eau potable et l'éducation. Mais selon le nouveau président de la Banque mondiale, l'Américain David Malpass, l'essentiel de la pauvreté dans le monde se concentrera sur le continent africain à l'horizon 2030. Augmentation de l'espérance de vie, baisse de la mortalité infantile et maternelle, meilleure éducation... Le bilan de la Banque mondiale est globalement positif, pour David Malpass. Mais sept cent millions de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté:



David Malpass

« sept cent millions de trop », a-t-il déploré. Son objectif c'est d'améliorer l'efficacité de l'institution. Vis-à-vis des pays africains qui accusent une lourde dette, il entend encourager « les bonnes politiques », « un élément clé » pour attirer les investissements privés. Mais il pense

que la pauvreté va continuer à augmenter en Afrique subsaharienne. Selon les projections, d'ici 2030, près de neuf personnes sur dix vivant dans l'extrême pauvreté seront originaires de l'Afrique, alors que la population du continent va s'accroître dans le même temps

de 1,3 milliard, soit plus de la moitié de la croissance de la population mondiale. En âge de travailler, la population africaine devrait passer de 705 millions de personnes en 2018 à près d'un milliard d'ici 2030, selon la Banque africaine de développement (BAD). Ce qui peut être une chance si elle trouve à s'employer et produire de la richesse.

Enormes défis et bonne gouvernance, « je souhaite que la Banque mondiale soit de plus en plus efficace », a-t-il dit, en se concentrant sur la qualité des projets susceptibles d'être financés, sur les résultats à atteindre, sur la lutte contre la corruption qui mine le potentiel de croissance de certains pays. La Banque peut contribuer à y réduire la pauvreté dans le cadre de programmes facilitant, par exemple, la pleine intégration des femmes dans l'économie et des filles dans le système éducatif. Mais les projets doivent s'appuyer

sur « un solide cadre juridique permettant le lancement d'entreprises, l'acquisition des compétences nécessaires pour occuper les emplois créés », observe David Malpass. Il plaide pour la facilité des échanges, le commerce transfrontalier, la flexibilité des prix et la concurrence avec les entreprises publiques, conscient cependant d'une réelle difficulté à leur mise en oeuvre, notamment à cause d'une dette colossale de certains pays. Dans une volonté d'efficacité, « l'approche consiste désormais à écouter les pays, à identifier les programmes susceptibles de porter leurs fruits, en reconnaissant que chaque pays présente des difficultés particulières », explique-t-il. Il peut s'agir d'un problème de contrôle des prix et des marchés, d'un environnement peu attrayant pour les investisseurs privés, d'entreprises étatiques qui entravent la concurrence ou de blocages dans les échanges commerciaux.

Noel Ndong

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Cent quinze enseignants-chercheurs promus à la 41^e session du CAMES

Il s'est tenu du 8 au 17 juillet à Bangui, en Centrafrique, la 41^e session des Comités consultatifs interafricains (CCI) du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES). A cet effet, 115 enseignants-chercheurs de l'Université Marien-Ngouabi ont été promus aux grades supérieurs.

La cérémonie de congratulations et de port de toge des promus s'est déroulée, le 26 juillet, dans l'Amphi 1600 de ladite université, sous le patronage du ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, en présence de plusieurs membres du gouvernement, des autorités préfectorales et du recteur de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG), Jean Rosaire Ibara.

En somme l'Université Marien-Ngouabi a enregistré,



La photo de famille

cette année, parmi son personnel enseignant, 7 nouveaux professeurs titulaires, 21 maîtres de conférences, et 87 maîtres assistants, soit un taux de réussite de 92,74%. Il est à noter que pour la première fois de son histoire l'UMNG a présenté les candidats pour les 11 établissements et pour la première

fois de son histoire, elle enregistre 4 maîtres-assistants à la Faculté de droit et 25 à la faculté des Sciences économiques. Avec ses 115 inscrits sur les différentes listes d'aptitude du CAMES, l'UMNG se place au 2^e rang, derrière l'Université Felix-Houphouët-Boigny d'Abidjan et 5^e des pays membres du

CAMES. Il sied de rappeler l'intervalle de confiance du taux de réussite de l'an dernier qui était de 89,28%. Le recteur de l'UMNG, le professeur Jean Rosaire Ibara, s'est dit être fier des nouveaux promus qui, selon lui, doivent aussi se montrer dignes et faire preuve de patriotisme et de loyauté envers l'UMNG.

« Celle-ci, il ne faut pas perdre de vue, malgré ses nombreuses difficultés en tous genres, a pris le pari de croire en vous, d'investir en vous », a-t-il déclaré.

Vous avez tout reçu des maîtres, de votre université, et pourquoi pas de la société. Et votre ristourne, a-t-il rappelé, votre retour sur investissement sera la perception de votre imputabilité sociale individuelle, qui permettra de construire celle collective. Cela est aussi une invite à cultiver la légitimité.

Signalons, en outre, que l'UMNG a été honorée, neuf mois auparavant de 6 de ses enseignants de la faculté des Sciences de la santé, qui ont vu se faire conférer le titre de maître de Conférences agrégé lors du 19^e concours d'agrégation en médecine qui s'était déroulé à Libreville, au Gabon.

Guillaume Ondzé

BASSIN DU CONGO

Les décideurs sensibilisés aux problèmes de gestion des eaux partagées

Un atelier technique de sensibilisation de haut niveau à la gestion intégrée des ressources en eaux partagées du Bassin du Congo s'est tenu les 23 et 24 juillet à Brazzaville.

Organisé à l'initiative de la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos), la rencontre avait pour objet de présenter ces instruments aux directeurs généraux des administrations et sociétés publiques intervenant dans le secteur de l'eau pour qu'ils se l'approprient afin d'assurer un développement harmonieux des projets relatifs aux ouvrages hydrauliques réalisés dans le bassin du Congo.

En lançant cette initiative depuis 2013, la Cicos veut se conformer au droit international de l'eau, lequel est porteur des solutions collectives aux problèmes de gestion des eaux partagées. Ce droit se caractérise premièrement, entre autres, au niveau global par les conventions de l'eau d'Helsinki de 1992 et la Convention de New York de 1997 sur les cours d'eau internationaux ; deuxième au niveau régional par la convention pour la prévention des conflits liés à l'utilisation des ressources en eau partagée

en Afrique ; et enfin, troisième, au niveau national par la plateforme que les Etats membres ont organisée pour mettre en place la Commission internationale du bassin du Congo (Cicos) en lui donnant le mandat de la gestion intégrée des ressources en eau partagée du bassin du Congo.

Après échange de vues, les participants ont retenu trois recommandations par rapport au Manuel dans le cadre de son appropriation par les politiques et les décideurs : lancer le cas test du mécanisme de notification pour en évaluer l'efficacité, les durées de différentes phases et les coûts ; mener une réflexion sur le financement dudit mécanisme avec l'implication de tous les acteurs, en collaboration avec la Cicos ; accélérer l'harmonisation des procédures d'Evaluation environnementales et sociales (EES).

Signalons que l'ouverture de ces assises a été présidée par le directeur de cabinet du ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Yannick Lionel Nkodia, en présence de la secrétaire générale de la Cicos, Judith Enaw Efundem Agborn.

G.O.

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 22 AU 31 JUILLET 2019

L'INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO À BRAZZAVILLE SERA FERMÉ AU PUBLIC DU 1^{ER} AU 31 AOUT

MARDI 23 JUILLET
18h30 : Ciné-club : Chante ton Bac d'abord

MERCREDI 24 JUILLET
15h00 : Débat d'idées : « gouvernance politique et réduction de la pauvreté : exemple des pays scandinaves »
16 h00 : émission : ça c'est Brazza
19h00 : Mercredi à la cafèt' : Ballet Ngavuka

SAMEDI 27 JUILLET
15h00 : café philo : le philosophe et la politique

DIMANCHE 28 JUILLET
19h00 : Musique : Fanie Fayar

MARDI 30 JUILLET
18h00 : Ciné-club : Keteke

MERCREDI 31 JUILLET
19h00 : mercredi à la cafèt' : Roggadel' MB

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur www.institutfrancais-congo.com

ACCORD CONGO-FMI

La Fédération de l'opposition insiste sur la traque des responsables des crimes économiques

Le chef du pôle économique de la Fédération de l'opposition congolaise (FOC), Clément Mierassa, a demandé au gouvernement de ne pas se servir du programme sur la Facilité élargie de crédit conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), pour protéger les responsables des crimes économiques.

La FOC a donné son point de vue sur l'accord Congo-FMI au cours d'une conférence de presse animée le 27 juillet à Brazzaville. En effet, sur les montants et les modalités de décaissements de cette aide financière, Clément Mierassa pense que le pays est sous tutelle. « *L'apport financier annuel du FMI n'est que de 87,33 milliards FCFA en moyenne sur trois ans. On peut dès lors s'interroger sur son impact réel après* », a-t-il rappelé.

Evoquant les chiffres du ministère des Finances et du Budget, il a rappelé que la dette du Congo qui s'élève à 5 780 milliards FCFA, au 31 décembre 2018, est qualifiée d'insoutenable. Car, elle représente, selon lui, non pas 77% du PIB comme annoncé officiellement, mais plutôt 120%, chiffre largement supérieur à la norme Cemac fixée à 70%.

La FOC a, par ailleurs, émis de sérieux doutes quant à la



Clément Mierassa animant la conférence de presse Adiac

capacité de l'Etat d'assurer le remboursement du service de la dette tant intérieure qu'extérieure. Il s'agit notamment de la capacité de faire face aux engagements déjà pris et à prendre avec la Chine, les traders.

Sur la gouvernance, Clément Mierassa a déploré le fait que rien ne bougeait sur le terrain malgré l'exigence des réformes audacieuses et immédiates pour imprimer un changement positif dans la gestion des ressources publiques. « *La lutte contre la corruption et les antivaleurs demeure au niveau des incantations et d'annonces non-suivies d'effets. A ce propos, les Congolais*

attendent toujours la réalisation de l'audit de certaines entreprises compte tenu de la stabilisation dans lequel étaient censés être logés les excédents budgétaires (14 mille milliards entre 2003 et 2014), ceux des grands travaux, du Trésor et autres », a-t-il poursuivi.

Tenir un dialogue national inclusif

Cette situation fait apparaître clairement, a-t-il dit, qu'il y a une fracture dans la société congolaise. D'après lui, la réaction du Premier ministre qui déclarait que « *le plus dur c'est de donner notre cadence dans la manière de gérer nos affaires publiques*

» est un véritable aveu d'impuissance du système dont le gouvernement n'a pas été capable de transmettre au Parlement, comme convenu lors de la dernière mission du FMI, certains documents. Il s'agit précisément des contrats de préfinancement conclus par la Société nationale des pétroles du Congo ; tous les accords particuliers de financement d'infrastructures financés par les prélèvements en nature issus des recettes pétrolières ; tous les projets mis en œuvre par le ministère des grands travaux entre 2014 et 2017.

« *Le non-respect par le gouvernement des demandes du FMI explique le niveau*

du programme qui, convenons-en, est un programme à minima. Constatons également que le pouvoir tarde à rendre publique la lettre d'intention qui contient l'essentiel des quarante-huit mesures drastiques à mettre en œuvre », a critiqué le chef du pôle économique de la fédération de l'opposition.

Pour cette plate-forme politique, le Congo traverse une crise multidimensionnelle qui nécessite une prise de conscience nationale à travers la décrispation de la situation politique. Ce qui passera, selon Clément Mierassa, par la libération de tous les prisonniers politiques et la tenue d'un dialogue national inclusif. Celui-ci touchera tous les aspects de l'avenir du pays et créera les conditions d'une gestion rigoureuse des affaires publiques.

Notons que la FOC est constituée du Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad), de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC) et la Composante Jean-Marie Michel Mokoko (CJ3M). Cette conférence de presse s'est déroulée en présence de Charles Zacharie Bowao et de Bonaventure Mbaya.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Essebsi...

Essebsi comme exceptionnel. On peut décrire ainsi le parcours tout à fait unique du président tunisien, Beji Caïd Essebsi, qui a tiré sa révérence jeudi dernier dans son pays. Il semble que malgré son âge avancé, 92 ans, ses compatriotes le portaient, entre autres, pour l'audace qu'il eut, lui-même, de se frayer le chemin entre les espoirs peut-être trop grands suscités par la révolution de 2011, et les incertitudes croissantes parmi ceux que ce moment particulier de l'histoire de leur pays apeurait.

Quand on observe en effet les suites des « printemps arabes » qui ébranlèrent la région africaine du Maghreb au début des années 2010, il y a bien malgré tout quelques transitions réussies. Celle de la Tunisie en est une. Cela, grâce au rôle joué par le peuple tunisien en premier, mais aussi par celui accompli dans ce sillage par les dirigeants au nombre desquels, incontestablement, BCE comme on appelait parfois cet homme élu président de la République, le 21 décembre 2014, à l'âge de 88 ans.

C'est que pour lui, entre les extrémistes de tous bords qui, profitant d'une période de troubles, s'ils ne réclament pas tout de suite tout le pouvoir pour eux seuls, exigent que toutes les mauvaises têtes supposées tombent, le salut pour son pays résidait dans le rassemblement. Le rassemblement des forces qui, quelles que soient les pressions, ne cèdent pas à la surenchère de la division et de la prétention ; qui laissent les choses livrer leurs propres solutions sans qu'il est besoin de porter en triomphe les idées reçues.

À l'évidence, la Tunisie est un pays en crise qui tente de se relever. Devant l'ampleur des difficultés économiques, devant la menace terroriste, le président Essebsi ne pouvait trouver meilleur allié que son attachement à la réconciliation nationale. C'est un des défis que rencontrent les pays en période post-conflit, le sien l'étant aussi dans la mesure où les révolutions, par les bouleversements qu'elles provoquent, sont des preuves de conflits.

Ne pas prendre le pays de religion musulmane qu'est la Tunisie pour une république islamique a été la vision de Beji Caïd Essebsi. Pour avoir exercé durant sa longue carrière politique et administrative tour à tour à l'Intérieur, aux Affaires étrangères et à la Défense comme ministre, il savait sans doute dessiner la ligne de fracture qui existe entre la liberté de croyance et la liberté tout court, entre les appétits des groupuscules et l'intérêt général.

Dans quelques jours, quand les Tunisiens qui ont conduit leur papa à sa dernière demeure samedi auront fait leur deuil, restera la mobilisation partisane pour l'élection présidentielle fixée au 15 septembre. A ceux qui aspirent à prendre la suite de BCE de savoir maintenir la Tunisie dans le cénacle des nations démocratiques où les appartenances de divers ordres ne plombent pas l'épanouissement collectif.

Gankama N'Siah

ACCORD CONGO-FMI

La masse salariale restera intacte

Interpellé par la chambre basse sur l'accord de financement conclu avec le Fonds monétaire international, le 25 juillet dernier à l'occasion d'une séance de questions d'actualité, le Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, a précisé que le FMI a soumis au Congo des mesures coercitives et drastiques à appliquer mais, celles-ci sont loin d'impacter l'assiette sociale.

Le Congo a conclu, le 11 juillet dernier, un accord de financement avec le Fonds monétaire international (FMI), dans le cadre de la facilité élargie de crédit, d'un montant de 246,9 milliards Fcfa, pour soutenir le programme économique pendant les trois années à venir. Afin de permettre sa mise en œuvre efficiente, l'institution de Bretton Woods a soumis au Congo un cahier de charges de quarante-huit mesures que le pays doit exécuter. Dans l'opinion, l'on s'attendait à la réduction des salaires. La bonne nouvelle est que dans le cadre du redressement économique, le volet social n'est plus considéré comme secteur d'ajustement structurel prioritaire, comme autrefois, a indiqué le Premier ministre, Clément Mouamba. Cette fois-ci, la masse salariale ne prendra pas un coup. Elle restera intacte, a-t-il laissé entendre. « Dans le cas du Congo, la facilité élargie de crédit ne conduira pas à des coupes sombres dans le domaine social. Il n'y aura pas de réduction de la masse salariale, cela peut se vérifier dans le cadrage

macroéconomique à moyen terme », rassurait Clément Mouamba, répondant au député Venance Mogna, auteur des cinq questions du jour. Ce qui rassure déjà les fonctionnaires et autres agents émargeant à l'Etat que leurs salaires ne seront pas dévalués, malgré l'austérité. Cette mesure sociale jugée salvatrice, va dorénavant épargner le gouvernement de tous remous sociaux qui pourraient survenir à court terme. Des ras-le-bol souvent considérés comme source de tensions dans le pays.

Priorité aux secteurs de la santé de base et de l'éducation

Dans cette enveloppe, a ajouté le Premier ministre, le gouvernement va accorder la priorité aux secteurs de la santé de base et la lutte contre les maladies. Ainsi, des fonds conséquents seront orientés dans l'acquisition et la gestion des médicaments essentiels, l'organisation des campagnes d'éducation et de vulgarisation contre le VIH/sida, l'acquisition des réactifs ainsi que la lutte contre le paludisme et la tuberculose.



Clément Mouamba répondant aux questions de l'Assemblée nationale, le 25 juillet

S'agissant de l'éducation de base, Clément Mouamba a précisé aux députés que le gouvernement attache du prix à la construction et la réhabilitation des bâtiments scolaires, l'acquisition des manuels scolaires et du matériel didactique mais aussi la poursuite du programme des cantines scolaires. Dans le domaine de la protection sociale, par contre, il prolongera inéluctablement ses actions caritatives et aides sociales, insertion et réinsertion sociale et économique au profit des personnes handicapées. Egalement, le programme Lisungi poursuivra son bonheur

de chemin, y compris la formation des jeunes désœuvrés aux petits métiers et la mise en œuvre de l'assurance-maladie universelle.

Une enveloppe de 522 milliards Fcfa annoncée par d'autres partenaires

Le Premier ministre a précisé que le prêt de 248,6 milliards Fcfa, remboursable avec un taux d'intérêt concessionnel par excellence de 0%, a déjà ouvert la voie à plusieurs appuis budgétaires de la part d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Il s'agit notamment de la

Banque africaine de développement qui a déjà annoncé un appui de 262 milliards Fcfa, de la Banque mondiale qui entend décaisser 171 milliards Fcfa et de la France qui prévoit 89 milliards Fcfa, soit au total 522 milliards Fcfa annoncés au profit du Congo dans la même période.

Cependant, pour envisager des résultats probants dans la gestion de ces prêts, le chef du gouvernement a promis que des dispositions sont prises pour que cet argent soit géré dans la plus grande rigueur, sans opacité.

Firmin Oyé

ROUTE NATIONALE 1

L'application des nouveaux tarifs de péage repoussée d'un mois

Initialement prévue pour ce mois d'août, la nouvelle grille tarifaire sera finalement appliquée dès le 1er septembre prochain. Entretemps, la société concessionnaire La congolaise des routes (LCR) a annoncé l'ouverture de deux postes de péage à Nkayi et Loutété.

D'après le directeur général adjoint de LCR, Jean-Éric Benoit, le processus de la mise en concession de la nationale 1 évolue dans le bon sens et rencontre l'adhésion d'une partie des usagers. La difficulté vient cependant des transporteurs routiers encore opposés à la tarification. La rallonge d'un mois est censée permettre les discussions avec le syndicat des conducteurs des poids lourds.

L'entreprise espère une issue favorable avec ce syndi-



Poste de péage de Lifoula

cat. « L'idéal qu'il y ait des négociations sur la tarification définitive et l'acceptabilité du péage. Actuellement on a uniquement des problèmes de tarification avec les transporteurs mais, l'acceptabilité sur les véhicules ordinaires est à

peu près acquise », a indiqué Jean-Éric Benoit, le 27 juillet, dans un entretien exclusif avec Les Dépêches de Brazzaville.

En ce qui concerne le lancement des postes de péage à Nkayi et Loutété, il a estimé

que cela permettrait de garantir davantage l'entretien de cet important corridor Pointe-Noire/Brazzaville. Par exemple, entre Dolisie et Pointe-Noire, la société concessionnaire a dû déployer des gros moyens pour

reconstruire une chaussée détruite. « Si les travaux n'avaient été pas réalisés, la route devait être coupée en deux », a confié ce dirigeant de LCR.

Signalons que la mise en service des postes de péage sur la nationale 1 a été lancée par le président de la République, le 1^{er} mars dernier, à Lifoula, au nord de Brazzaville.

La grille tarifaire en vigueur concerne les véhicules légers et les tricycles (1500 FCFA) ; les véhicules légers 4x4 classe 2b (2000FCFA) ; les véhicules de transport collectif classe 2 minibus (3000 FCFA) ; les véhicules de transport collectif de classe 3 autocar (13 000FCFA) ; les poids lourds de classe 3b camion 2 essieux, (20 000F) et les poids lourds classe 4 camion 3 essieux et plus (40 000F).

Fiacre Kombo

COUVERT FORESTIER DU CONGO

Un taux de déboisement faible mais préoccupant

Selon le rapport d'une enquête, entre 2014 et 2016, la forêt congolaise a perdu plus de trente mille hectares de sa superficie, soit une perte annuelle de quinze mille hectares.

Les résultats de la cartographie de suivi du couvert forestier du Congo de 2014 à 2016 ont été dévoilés le 25 juillet, et montrent que pendant cette période la superficie était près de 24 millions ha, répartie en forêt sur terre ferme (y compris les plantations forestières) et en forêt sur terre en permanence inondée.

Cette étude s'inscrit, en effet, dans la dynamique de l'analyse des changements du couvert forestier du pays, entamée il y a près de deux décennies ayant produit aux deux travaux antérieurs entre 2000 et 2012. Puis cette analyse a été consolidée avec les missions de vérification terrain.

Les résultats ont été obtenus grâce aux données satellitaires, à travers la plateforme de suivi des forêts "Terra-



Mayombe". Cette nouvelle carte constitue l'une des enquêtes réalisées totalement par une équipe nationale, avec l'assistance technique du Programme Nations unies-Redd- le Programme des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'appui financier du Fonds de partenariat pour le carbone

forestier.

Même si la superficie des forêts congolaises est en moyenne 282 fois plus grande que celle des pertes forestières, les experts émettent quelques réserves. « Par ailleurs, il serait souhaitable que cette dynamique se poursuive avec la mise au point des critères de définition de

Un massif forestier du Congo la dégradation des forêts en République du Congo, qui demeure une préoccupation majeure dans l'évaluation des émissions des gaz à effet de serre du secteur forestier

», souligne le rapport. Pour parvenir à ces résultats, qui représentent une référence pour les futurs travaux, les enquêteurs ont

dû interpréter avec minutie les images satellitaires. Leur travail a consisté à traduire la composition colorée des images obtenues ; le rehaussement du contraste ; ainsi que le modèle linéaire de mélange spectral selon les pratiques scientifiques.

Mieux, les résultats confirment la place du Congo dans la catégorie des pays à forte couverture forestière et faible déforestation. « Avec une précision globale de 96,31%, les forêts du Congo couvrent une superficie de 23.885,238 hectares, soit 69,8% du territoire national », conclut le rapport.

Notons enfin que la production de la carte de suivi du couvert forestier du Congo a été réalisée à partir de la plate-forme TerraMayombe, considérée comme outil de base du Système national de surveillance des forêts portant essentiellement sur la télédétection, en fonction de la fusion de la carte des pertes de 2015 et 2016.

Fiacre Kombo



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°013/DMI/PRISP/C/19

« RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL INTERNATIONAL EN CHARGE DE L'ETUDE SUR L'EVALUATION DU POTENTIEL FISCAL ET ANALYSE DES ECARTS FISCAUX AU MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET DE LA REPUBLIQUE DU CONGO »

1- Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du « Projet des réformes intégrées du secteur public (PRISP) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat : « Consultant individuel international en charge de l'étude sur l'évaluation du potentiel fiscal et analyse des écarts fiscaux au ministère des finances et du budget de la République du Congo ».

2- L'objectif général de la mission La mission vise à mener une étude sur l'évaluation du potentiel fiscal des écarts fiscaux en République du CONGO.

Pour y parvenir, les objectifs spécifiques seront poursuivis, il s'agit de :

- Organiser un atelier de cadrage et méthodologique pour fixer l'auditoire sur l'évaluation du potentiel fiscal et analyse des écarts fiscaux. A cet effet, une revue de la documentation sera constituée par les participants afin d'en tenir compte dans le rapport de l'état des lieux;
- faire un état des lieux du système fiscal en rapport avec les objectifs de développement de la DGID pour 2022 ;
- accompagner l'équipe du comité technique de l'administration congolaise dans le processus d'organisation des enquêtes en ce qui concerne la collecte des données, la compilation, l'analyse et le reporting des résultats d'enquêtes ;
- assurer un transfert de connaissances envers l'équipe du comité technique de l'administration congolaise pour assurer l'appropriation de la méthode d'évaluation du potentiel fiscal et l'analyse des écarts fiscaux pour les années futures ;
- proposer un outil de suivi et d'évaluation du potentiel fiscal et l'analyse des écarts fiscaux afin de rendre opérationnel la méthode de collecte, d'analyse et de reporting des résultats en fin de chaque année d'exploitation. Cet outil sera présenté avec ses spécifications techniques et fonctionnel au cours d'un atelier sous forme de DEMO.

3- L'Unité de coordination du Projet des Réformes Intégrées du Secteur (PRISP), invite les candidat(e)s à fournir en français un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé à jour indiquant les missions similaires exécutées et une lettre de motivation.

4- Le consultant sera sélectionné par comparaison des CVs, conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissements (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de juillet 2016 révisée en novembre 2017 et août 2018.

5. Le Profil du consultant :

L'expert fonctionnel spécialiste en fiscalité doit répondre aux critères ci-après :

- Avoir une formation académique de haut niveau (Bac+5) dans les disciplines de gestion, de fiscalité,

de sciences sociales ou d'économie ;

- justifier d'au moins dix (10) ans d'expériences dans la gestion fiscale (évaluation des dépenses fiscales, état des lieux des systèmes comptables, mise en place de procédures fiscales, gestion de l'administration fiscale, etc.) ;

- avoir au moins cinq (05) ans d'expériences dans la conduite des gestion des systèmes fiscaux des projets similaires réalisés dans les pays de la sous-région serait un atout ;

- avoir des expériences en organisation et/ou dans la conduite de changement dans les projets en développement ;

- avoir une bonne connaissance de l'environnement politique et de l'administration publique de la République du Congo ainsi que l'expérience de travail avec les Partenaires au développement (Banque Mondiale, FMI, PNUD et autres).

La langue de travail est le français.

6. Durée et lieu de la mission

La durée de la mission est de cent-vingt (120) jours ouvrables répartis comme suit :

- une assistance au démarrage, au développement et à la clôture de la mission pour une durée de quarante-vingt-dix (90) jours ;

- une organisation des ateliers de cadrage et méthodologique au démarrage et à la clôture de la mission. Ces ateliers ne sauraient dépasser cinq (05) jours de travail y compris la production des livrables concernés ;

- une production des livrables au siège du consultant ne dépassant pas quinze (15) jours.

7. Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse ci-dessous au plus tard le 13 Août 2019 à 16 h 00 et porter clairement la mention (Consultant individuel international en charge de l'étude sur l'évaluation du potentiel fiscal et analyse des écarts fiscaux au ministère des finances et du budget de la République du Congo).

Cellule de Passation de Marchés

A l'attention du Coordonnateur

PROJET DES REFORMES INTEGREES DU SECTEUR PUBLIC

Unité de Coordination du Projet, sise au 03, rue du Tourisme, quartier Clairon derrière l'école REMO, arrondissement 3 Poto-poto, Brazzaville Tél: +242 22 613 31 08 / 06 834 47 00: Email: prispmarkets@gmail.com, prispcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 26 juillet 2019

**Le Coordonnateur du PRISP,
Jean-Noël NGOULOU**

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Des producteurs locaux bientôt initiés aux normes de l'Ohada

Dans le but de promouvoir le développement des sociétés coopératives agricoles au Congo, les ministères de l'Agriculture et de la Justice co-organisent, du 30 juillet au 2 août à Brazzaville, un atelier de renforcement des capacités sur l'entrepreneuriat coopératif agricole et le droit africain des sociétés coopératives.

La rencontre réunira soixante-dix participants, notamment du ministère de tutelle, de la Justice, des Finances, de l'Intérieur, de l'Enseignement, de la Fonction publique, de la Promotion de la femme, des Petites et moyennes entreprises. Elle vise, entre autres, à faciliter la maîtrise des quatre piliers de coopératives et leur importance dans le développement des sociétés coopératives, à distinguer les diverses sociétés coopératives et déterminer les aspects spécifiques du régime des coopératives.

En effet, le secteur agropastoral et halieutique constitue l'un des premiers piliers de la croissance et de la diversification économique qui contribue à la création d'emplois durables, à la sécurité et à la souveraineté alimentaires. La relance de l'entrepreneuriat coopératif agricole permettra, d'après les initiateurs de la formation, de lutter contre la pauvreté dans le pays.

À cet effet, le Congo prévoit de traduire les différents plans d'actions internationales et nationales à travers la diversification de l'économie ainsi

que la contribution à la création d'emplois et des richesses. C'est aussi l'ambition contenue dans le Plan national de développement agricole 2018-2022. Par ailleurs, la tutelle s'engage à mener des actions importantes en vue de dynamiser le monde rural. Il s'agira donc, de la mise en place de meilleures conditions d'application de l'acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives Ohada (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires). Cette approche permettrait d'amorcer la réalisation des activités de la stratégie contenues dans le plan d'action et inscrites dans le projet de loi des Finances 2019. En tant que membre de l'Ohada, le Congo s'est engagé à appliquer les normes sur les sociétés coopératives, qui constituent le premier outil à mettre à la disposition de tout professionnel africain.

Notons que l'organisation de cette session bénéficie du soutien financier de la Banque mondiale, à travers le projet de développement de l'agriculture commerciale.

Gloria Lossele (Stagiaire)

BACCALAURÉAT TECHNIQUE

5 786 candidats déclarés admis au second tour

Aucun candidat n'a été recalé sur les 5 786 présentés, au terme des épreuves écrites du second tour du baccalauréat technique et professionnel session de juin 2019.

Les résultats ont été lus le 27 juillet, par le chef de service baccalauréat, Jean Claude Batamio. La moyenne d'admission a été de dix sur vingt, explique-t-il, ajoutant que les statistiques sont en augmentation, avec un pourcentage de 54,16% contre 42,73% l'année dernière.

5 795 candidats étaient inscrits à cet examen du deuxième tour sur cinq mille sept cent quatre-vingt-six présentés. Le nombre d'absents a été de neuf candidats.

La délibération s'est déroulée devant le président général des jurys, le Pr. Gabriel Kissita, le directeur des examens et concours (DEC) technique et professionnel, Joseph Moukila ainsi que les membres des jurys de délibération au lycée Technique industriel 1^{er} mai.

Le Pr. Gabriel Kissita a indiqué que les résultats ont été satisfaisants cette année parce que les élèves ont pris conscience de leur travail. Il a, par ailleurs, émis le souhait de voir une amélioration des conditions de travail notamment en équipement, matériel et bien d'autres afin de leur permettre d'être actifs.

Le directeur des examens, Joseph Moukila, a donné lecture du procès-verbal sur les procédures d'organisation du baccalauréat au Congo, les fonctions du président général des jurys, etc. Selon lui, le président général des jurys fixe la date de délibération des résultats du baccalauréat ainsi que la composition des membres des jurys de délibération.

Lydie Gisèle Oko

COMMUNE DE BRAZZAVILLE

Guy Marius Okana réceptionne du nouveau matériel d'assainissement

Le 1^{er} adjoint au maire de Brazzaville a réceptionné le 25 juillet à l'hôtel de ville, des mains du président de la Fondation Brasseries du Congo (Brasco), Joseph Niama, un don de matériel d'assainissement.

Destiné au nettoyage des caniveaux, au balayage et au ramassage des ordures, ce matériel est essentiellement composé de pelles, râtaux, brouettes, fourches, bottes, gants ainsi que de balais brosses.

Le nouveau matériel va renforcer les capacités de la commune de Brazzaville à assainir les quartiers et autres endroits stratégiques. « La Fondation Brasco vient en appui aux actions citoyennes. Elle intervient dans les domaines de l'éducation, la santé et l'environnement, répond à votre appel pour vous offrir ce matériel », a indiqué Joseph Niama.

Outre la commune de Braz-

zaville, la Fondation Brasco a récemment équipé les communautés urbaines d'Oyo, Dolisie et les mairies de Ouenzé, Lumumba à Pointe-Noire ainsi que plusieurs organisations de la société civile pour la collecte et recyclage des déchets. Elle a également déjà organisé ou participé à plusieurs actions dans les domaines de l'environnement et de l'éducation en vue de la protection de l'environnement.

« Nos casiers plastiques en mauvais états sont broyés et renvoyés pour un recyclage. Nous soutenons une association locale pour collecter les déchets plastiques afin de les broyer et les transformer en pavés », a ajouté la Fondation Brasco. Le geste généreux à la mairie incite à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et surtout l'accélération du processus d'assainissement

en cette période de saison sèche. « Les mois d'août et septembre sont pour nous retenus comme mois de curage de caniveaux et de dragage des lits des rivières qui traversent la ville de Brazzaville pour mettre certains quartiers à l'abri des inondations répétitives. Notre souhait est la lutte contre les sacs, sachets et les plastiques. Cette lutte va se poursuivre sur l'ensemble de Brazzaville », a indiqué Guy Marius Okana.

Pour contribuer à l'assainissement, le 1^{er} adjoint au maire de Brazzaville espère bénéficier de l'appui des associations juvéniles et, avec ces organisations, il s'agira aussi, a-t-il précisé : « de transformer des bouteilles plastiques en pavés qui permettront d'aménager les rues et avenues de notre ville capitale ».

Fortuné Ibara

DÉPARTEMENT DES PLATEAUX

Les jeunes d'Ongogni appelés à consolider leurs liens d'unité et de solidarité

Le suppléant du député de la circonscription électorale unique d'Ongogni, Yves Moundélé-Ngollo Ehourossia, qui a séjourné récemment dans cette partie du pays, a voulu consolider les liens d'unité et de solidarité entre les filles et fils à travers le sport et la culture.

A la tête d'une délégation assez importante, Yves Moundélé-Ngollo Ehourossia a suivi en direct d'Ongogni la finale de la Coupe d'Afrique des nations de football, remportée par l'Algérie 1-0 devant le Sénégal. Une occasion pour lui, de rassembler les filles et fils de cette sous-préfecture autour des activités sportives et culturelles. « Ce sont des moments de cohésion et de joie, vous savez que le sport c'est quelque chose qui rassemble. J'ai jugé utile de pouvoir partager ce moment avec eux, je sais qu'ici pour la plupart ce sont des grands passionnés du football. Je me suis dit que ce sera là l'occasion d'avoir un moment de fraternité avec les frères d'Ongogni », a-t-il expliqué.

S'agissant de la soirée culturelle, Yves Moundélé-Ngollo Ehourossia a participé aux danses Ekongo Plateau, Odzara et Oley où il a esquissé quelques pas de la danse Mondo « A ça ma fou » une danse culturelle d'expression gestuelle et guerrière. « A la jeunesse d'Ongogni, il faut qu'elle soit solidaire et travailleuse ;



Yves Moundélé-Ngollo Ehourossia esquissant les pas de danse Mondo DR

qu'elle cultive la terre parce qu'ici, il y a des terres fertiles qui sont sous-exploitées. Il faut que cette jeunesse se prenne en main, qu'elle ne rentre pas dans les guéguerres politiques et politiciennes, qu'elle aime son village et son pays », a-t-il conseillé, précisant qu'il repartait à Brazzaville ragaillardi.

Profitant de cette visite, Yves Moundélé-Ngollo Ehourossia a offert des moustiquaires imprégnées à quelques personnes vulnérables. Le but étant de soulager tant soit peu cette couche sociale dans une zone où sévit le Chikungunya (palu Pongo). Originaire du département du Pool, Mac Nsondet qui a effectué le déplacement d'Ongogni salue cette initiative. « C'est une initiative très louable dès lors que regrouper tous les villages n'est pas une chose facile. Je

me félicite de cette initiative, je suis du département du Pool, mais quand je suis ici je me sens chez moi. Un grand du pays disait que le tribalisme était le signe des esprits non évolués ».

Notons qu'à l'initiative du Club des marcheurs d'Ongogni, le suppléant du député de cette localité avait participé à une marche regroupant plusieurs jeunes ressortissants de cette sous-préfecture vivant à Brazzaville au début de cette année. Cette marche était partie du rond-point Petit-Chose, à Talangaï, jusqu'à l'esplanade du CNRTV à Nkombo, dans le 9^e arrondissement Djiri, en passant par l'avenue Marien-Ngouabi. L'objectif visé était toujours le raffermissement des liens entre les filles et fils de ce district.

Parfait Wilfried Douniama

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Anga Férée née le 24 mai 1978 à Brazzaville. Je compte m'appeler désormais Jouan-Anga Férée. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

NÉCROLOGIE

dougou au Burkina Faso, Ndiaye, Diouf, Faye au Sénégal, Adjogoua en Côte d'Ivoire, Adjogoua en Côte d'Ivoire, Yombouno au Sénégal, Mudima aux états-Unis, en Ouganda, Ekougalag en France, au Cameroun, Pincon en France, au Bénin, Atchade au Sénégal, Bénin, France, RDC, Bognana, Liehoun, Guissou, au Burkina Faso, Ndoye, Ndiour, Keita au Sénégal, Mali, Etats-unis, ont la profonde tristesse de vous faire part de la disparition de leur fille, mère, nièce, sœur et tante maîtresse Henriette Lucie Arlette Galiba, notaire à Brazzaville, le 22 juillet au centre hospitalier universitaire-Bogodogo, à Ouagadougou au Burkina Faso.

La grande famille Galiba au Congo-Brazzaville, Sénégal, France, Etats-Unis, Canada. Les grandes familles Dambenzet, Ovounda, Nzambila, Monsieur Charles Emile Apepe tous au Congo-Brazzaville.

La grande famille Zongo à Laye, Ouagadougou au Burkina Faso, France.

Les familles parentes et alliées : Djossou au Sénégal, Bénin, France, Etats-Unis, Congo à Laye au Burkina Faso, Sawadogo à Gourcy, Ouaga-

La veillée mortuaire se tient au domicile de la défunte au 684 de la rue Vindza au Plateau des 15 ans, Brazzaville.

Les obsèques de l'illustre disparue auront lieu le vendredi 2 août 2019, à Ouagadougou au Burkina Faso.

AVIS DE VENTE

Domaine de 30 ha, situé au village koumi (terre mpière) sur la route De Malouka à 45km de Brazzaville titre foncier n°43584

Pour tout renseignement

066511715/055682827

Un prix très abordable

Soyez les bienvenus à l'école internationale chinoise

Du nouveau à Brazzaville

Cette école très modernisée permettrait à vos enfants de :

- Etre les premiers au Congo à apprendre le chinois avec les enseignants chinois dès un âge tôt
- Maîtriser la langue et la culture chinoise
- Avoir une vue et une pensée internationales.
- Entrer facilement dans les meilleures universités chinoises après le Bac.
- Devenir un modèle pour la coopération sino-congolaise.
- Créer un bel avenir dans la vie

DU NOUVEAU A Brazzaville

Contact
06 615 66 66 / 05 345 66 66
Mail: ecolechinois@hotmail.com

Adresse
138, Eugène Erienne, Centre-ville, Brazzaville

SOCIETE GENERALE CONGO, Société Anonyme avec conseil d'administration au capital de 11 860 000 000 de francs Cfa, immatriculée au RCCM de Brazzaville sous le numéro RCCM-CG-BZV-11-B 2902, agréée en qualité d'établissement de crédit par arrêté n° 15953 MFBPP - CAB, dont le siège social est sis Avenue Amilcar Cabral Centre - ville Brazzaville, République du Congo, met en vente au prix de 398.000.000 millions de francs CFA (à négocier) un grand immeuble R+2 d'une superficie de 346.78 m² comportant trois (3) vastes appartements de grand standing situé sur la rue Saint Paul (avenue goudronnée) Arrondissement 6 Talangai. Pour tout contact : 05 622 71 80 / 05 522 81 56 / 06 504 22 23.

NB : Titre foncier et rapport d'expertise disponibles.



LIVRES

Julien Makaya Ndzoundou présente «La saison des perversions»

Publié le 10 juin 2019 aux éditions LC.FR, cet ouvrage de 185 pages a été présenté et dédié le 25 juillet au Centre culturel russe (CCR) de Brazzaville.

La présentation du roman a été faite par l'écrivain Jessy E. Loemba. La saison des perversions compte trois parties, notamment L'opération Kilimandjaro ; Sexe et pouvoir sous les tropiques et Dans la peau du ministre.

Dans sa critique, Pierre Ntsemou a indiqué s'il apparaît dès le titre du livre une évidence dont personne ne pourrait avant même de l'ouvrir se douter, c'est évidemment de ce dont il parle à travers le mot « Perversions ». En effet, c'est ce qu'il y a comme travers, distorsions, déviations, méfaits, délits, bref des actes moralement répréhensibles. La société tout le monde le sait est régie par une norme en dehors de laquelle toute attitude, tout comportement contraire à elle soulève indignation, condamnation, admonestation quand ce n'est pas simplement une mise aux arrêts pour atteinte à l'ordre public.

C'est pour faire le procès des hommes et des femmes de ce monde, abonnés aux déviations sociales, que Julien Makaya Ndzoundou a écrit ce livre. Un livre qui, pour quelques critiques, est trop osé en ce qu'il met à nu certains vices là où des évangélistes auraient mis des gants ou parleraient à l'oreille

de leurs fidèles de ces choses de la chair dont pourtant nombreux d'entre eux se donnent à cœur joie dans une partie de jambes en l'air où ils n'ont pas l'air si gêné que ça devant leurs fidèles au féminin dont ils cocufient les conjoints naïfs qui leur confient leurs ouailles pour espérer un jour qu'elles gagnent le ciel sans confession.

Enfin, l'écrivain et critique littéraire s'est interrogé si le blâme suffirait pour sanctionner ces bourreaux des destins à court, à moyen et à long terme. Non, pense-t-il. Car les répercussions de leurs forfaitures détruisent durablement la société entière.

Le résumé inscrit sur la quatrième de couverture parle de Prince Imbouanga-Mobé, Pr d'université en République démocratique de Congo, qui profite de ses fonctions académiques pour harceler sexuellement ses plus belles étudiantes en échange de bonnes notes et des sujets d'examen. Nommé ministre grâce à sa femme qui l'a cocufié en se livrant au directeur de cabinet du président de la République, le Pr Prince Imbouanga-Mobé excelle dans les conquêtes sexuelles et le détournement des fonds publics. Mais, contre toute attente, des généraux de l'armée congolaise déposent le président à la suite d'une répression sauvage des manifestations populaires. Le ministre Prince Imbouanga-Mobé s'exile avec sa famille dans un pays voisin pour se

suicider. Pourquoi s'est-il donné la mort ? La réponse dans ce récit plein de rebondissement où Julien Makaya Ndzoundou nous promène dans une Afrique où le pouvoir, le sexe, l'argent, le sang et l'occultisme se mêlent et s'entremêlent.

Un roman qui met en exergue la perversion

Prenant la parole au cours de cette cérémonie, l'auteur de l'œuvre a commencé d'abord par expliquer la photo de couverture qui provoque chez certaines personnes une excitation sous le caleçon. En effet, cette photo représente, d'après l'auteur, la perversion qu'il dénonce sans talent dans ce modeste roman. Cette photo transgressive, ajoutée-t-il, a été choisie pour mettre en scène la perversion dans le but de la transfigurer et la métaboliser pour la tenir à distance. Il ne s'agit pas donc d'une prime à l'immoralité, d'une validation sordide de la transgression des valeurs et des mœurs bantous, a-t-il précisé.

Quant à son roman, l'auteur dit qu'il met en exergue, dans un pays imaginaire, des faits non imaginaires parfois puisés du réel et qui favorisent l'involution de plusieurs pays en voie de non-émergence. Pour l'auteur, la perversion à l'université est devenue siège de l'immoralité, avec le phénomène éhonté des notes sexuellement attribuées, qui sont à l'origine de l'inflation des diplômés pollués, dévalués, dépré-



Julien Makaya Ndzoundou dédicant son ouvrage

ciés, avariés, dégradés, souillés, maculés, barbouillés, poissés, etc. Parlant des pasteurs, bishops, archibishops, apôtres autoproclamés et sans éthique ni formation théologique, l'auteur pense qu'ils manipulent les consciences des citoyens en détresse. Pour lui, il est temps de convoquer Karl Marx qui affirmait avec raison : « La religion est l'opium du peuple ». D'ailleurs, poursuit-il, le pasteur fondateur qui a eu raison du jupon de Laurette Imbouanga-Mobé a aussi bénéficié du VIH qui se trouvait dans les profondeurs insondables et archéologiques de son intimité. Pour l'auteur, la fin tragique du pasteur fondateur de l'Église de la rédemption de ses péchés et de la vie

éternelle doit servir de leçons aux pasteurs pervers. D'où, il les invite à lire et relire sans frémir le passage de la Bible qui stipule : « Le salaire du péché, c'est la mort », Romains 6 :23.

Qui est Julien Makaya Ndzoundou ?

Julien Makaya Ndzoundou est psychologue clinicien, psychothérapeute et enseignant. Promoteur des projets socio-humanitaires, ce spécialiste en counseling et en psychopathologie du sida est aussi consultant auprès de plusieurs organisations nationales et internationales. La Saison des perversions est sa troisième publication.

Bruno Okokana

INVITATION A SOUMISSIONNER

N°001/ECG/DG/2019

SERVICES DE CONSEILS POUR L'ÉVALUATION ET LA CESSION DE DEUX IMMEUBLES ACQUIS PAR ADJUDICATION

Ecobank Congo informe les sociétés de gestion immobilière que la date limite de dépôt de dossiers relatifs à l'invitation à soumissionner n°001/ECG/DG/2019 est repoussée au 31 Juillet 2019 à 15h00.

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer le cahier de charges aux adresses ci-après :

Brazzaville :

ECOBANK-CONGO

3ème Etage de l'Immeuble de l'ARC

City Center

Pointe Noire :

ECOBANK-CONGO

Secrétariat de l'Agence Atlantic

Hôtel Atlantic Palace

Nous restons dans l'attente de votre proposition et vous remercions de l'intérêt que vous portez à cet appel d'offres.

FAIT À BRAZZAVILLE, LE 22/07/2019.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

ATHLÉTISME

Franck Elemba, un avenir en Bleu pour le colosse congolais?

Quatrième des Jeux de Rio en 2016, l'impressionnant lanceur de poids congolais, Franck Elemba, rêve de porter les couleurs de l'équipe de France aux Jeux de Paris en 2024, à l'issue d'un parcours tortueux marqué par un statut précaire.

«Tu prends les choses à la légère, réveille-toi ! Sur chaque lancer tu dois être agressif. Yallah Franck !». Sous la chaleur accablante d'Eaubonne (Val d'Oise), la sueur, abondante, ruisselle sur le corps massif de Franck Elemba. Le colosse (1,98 m, 138 kg) enchaîne les lancers en cette fin de matinée sur le terrain stabilisé du CD-FAS (Centre départemental de formation et d'animation sportives), sous les yeux de son mentor marocain, Mohamed Fatimi.

Dans un mélange de bienveillance et de fermeté, ce dernier mime les gestes de son poulain, corrige sa posture, dessine à la craie une ligne que Franck (29 ans), débardeur gris et short à motif, doit suivre dans le cercle de lancer.

Les deux sont comme un vieux couple : il y a dix ans, Franck Elemba, jeune Congolais de Brazzaville pro-

metteur, était confié à Rabat à M. Fatimi, ancien lanceur international, à la faveur d'une bourse.

«Je m'entraînais beaucoup, de façon intense, deux fois par jour, mais avec patience», explique Franck Elemba à l'AFP, d'une voix douce et derrière un sourire timide qui tranche avec son physique de Titan. «C'est de famille», rigole-t-il.

«Après deux ans, mes performances ont décollé. J'ai manqué les Jeux de Londres en 2012 faute d'avoir réussi les minima. Cela m'a motivé pour devenir plus fort.», a-t-il laissé entendre.

Beaucoup plus fort, Franck Elemba décroche quatre ans plus tard la quatrième place des Jeux de Rio grâce à son lancer record (21,20 m).

Missions d'intérim

Malgré ce nouveau statut international, la situation du Congolais reste précaire, comme celle de nombreux champions d'athlétisme.

Niveau revenus, son club de l'EFCVO (Entente Franconville Césame Val d'Oise), qu'il représente samedi et dimanche aux Championnats de France à Saint-Etienne, lui verse un salaire, complé-



Franck Elemba, un coeur congolais mais un futur en bleu? (Lionel Bonaventure/AFP)

té par les primes de compétitions et celles accordées par son équipementier.

Depuis 2013, l'ancien judoka (ceinture noire 2^e dan, au même gabarit que Teddy Riner), vit entre le CDFAS d'Eaubonne, où il est logé et nourri grâce à son club et au département, et le Maroc où vit sa mère, à la retraite après avoir travaillé à l'ambassade congolaise à Rabat. À la recherche de stabilité, cette force de la nature (capable de soulever 220 kg en épaulé-jeté) tente en octobre dernier un nouveau challenge et part s'entraîner à Miramas, dans le sud de la France, avec l'ancienne championne de France, Laurence Manfredi.

« Ça a été très difficile.

Pour vivre il me fallait un salaire et donc un travail, ce qui n'est pas compatible avec le haut niveau, qui est en soi un travail à plein temps. Je faisais des missions d'intérim, préparateur de commandes pour Maisons du monde, de 7 h à 17 h. Ensuite il y avait entraînement de 18 à 22h. Je n'avais pas de temps de repos, ça m'a bouffé de l'énergie, ça m'a démotivé», a-t-il révélé.

En panne de résultats et sans logement durable, il est hébergé par un entraîneur local à Salon-de-Provence. Franck Elemba broie du noir. Il touche le fond au meeting de Ligue de diamant de Stockholm le 30 mai, où il est incapable d'atteindre la ligne des 19 m, une marque indigne de son niveau. Il

décide alors de retourner quelque temps au Maroc, «vers ma vie de nomade», auprès de son ancien entraîneur et de sa mère.

«Elle a beaucoup fait quand elle travaillait, aujourd'hui elle a du mal à s'en sortir alors depuis la mort de mon père je fais mon possible pour l'aider», a-t-il souligné.

Les Bleus en 2024 ?

Fâché un temps avec sa fédération pour une histoire de frais de stages, Franck Elemba rêve du maillot bleu de l'équipe de France, qui garde un œil sur lui, pour les Jeux de Paris en 2024. Il a d'ailleurs déposé une demande de naturalisation.

Mais les délais pour représenter un deuxième pays en compétition internationale sont longs (trois ans à partir d'une demande qui ne peut intervenir que s'il devient Français). Il espère en attendant briller dès les Jeux de Tokyo pour le Congo, avec qui les différents semblent s'être aplanis.

«Je rêve d'une médaille olympique, que j'ai entrevue il y a trois ans. Ça m'a donné confiance. Je me dis que demain je peux être médaillé olympique sans tour de magie. Le travail m'aidera à atteindre ce niveau.»

AFP

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 2, 1^{re} journée

Le Havre prend un bon point sur le terrain de l'AC Ajaccio (2-2). Dans un contexte tendu, depuis les play-offs tumultueux de 2018, Les Havrais ont plutôt mal débuté leur match, mais ont su réagir. L'entrée d'Alan Dzabana à la 64^e a dynamisé l'attaque havraise, qui a marqué deux buts par le Zimbabwéen Kadewere (72^e et 76^e).

En défense, Fernand Mayembo a été solide dans les airs. Moins à l'aise par ailleurs, à l'image de la défense normande dans son ensemble.

Caen ramène un nul 0-0 de Sochaux au terme d'un match terne offensivement des Normands. Titulaire, Herman Moussaki a écopé d'une note de 4 dans les colonnes de nos confrères de Ouest-France. Auteur de l'unique occasion caennaise en première période, il ne cadre pas son tir (37^e). Puissant (parfois trop à l'image de l'avertissement reçu à la 35^e), mais peu ou mal servi par ses coéquipiers, il est sorti à la 70^e.

Il n'a donc pas croisé Durel Avounou, entré à la 83^e. Brice



Alan Dzabana, à droite de Tino Kadewere, a effectué une bonne entrée en jeu (DR)

Samba junior a lui joué l'intégralité du match, sans avoir à se sublimer. Crédité d'un 5 par Ouest-France, il semblait battu sur deux tentatives, heureusement non cadrées, de Livolant (58^e et 66^e).

Rappelons que Prince Oniangué n'était pas retenu pour ce match. D'aucuns y verront un message du club pour pousser vers la sortie celui qui fut capitaine de l'équipe la saison dernière.

Feu d'artifice offensif au Roudourou (3-3) entre Guingamp et Grenoble. Si les supporters ont passé une soirée passionnante, ce le fut beaucoup moins pour les Congolais : Morgan Poaty est entré à la 81^e, alors que le score était acquis. Yves Pambou, lui, est resté sur le banc.

Pressenti titulaire dans l'axe, Bryan Passi est finalement resté sur le banc lors de la défaite de Niort face à Troyes (0-2). Pour sa part, Eden Massouema était

bien titulaire et a été remplacé à la 76^e, alors que son équipe menait 2-0. Warren Tchimbembé est resté sur le banc. Malgré l'entrée en jeu de à la 68^e de Mons Bassouamina, Nancy ne trouve pas la clé face à Orléans (0-0). Ryan Bidounga n'est pas entré en jeu.

Ce samedi, Le Mans affronte Lens. Bevic Moussiti Oko devrait logiquement tenir son rang de titulaire.

C'est la reprise pour les Congolais de Ligue 2

Après quelques semaines de préparation, les vingt clubs de Ligue 2 ont repris la compétition le 25 juillet au soir.

Relégué de Ligue 1, Caen débute par un déplacement à Sochaux. Durel Avounou et Herman Moussaki seront dans le bus pour Bonal, Brice Samba junior, toujours concerné par un éventuel départ. Le natif de Linzolo pourrait d'ailleurs débiter, comme Avounou et Moussaki. Prince Oniangué, pourtant apte, n'a pas été retenu par l'entraîneur portugais, Rui Almeida. Une incitation au départ pour

l'ancien capitaine caennais ?

Au Roudourou, l'En Avant Guingamp recevra Grenoble. Morgan Poaty est dans le groupe breton, mais devrait commencer sur le banc. Dans les rangs du GF38, Yves Pambou est convoqué, mais devrait être remplaçant, malgré une préparation de qualité. Christ-Vianney Goteni n'est pas dans le groupe. Les arrivées de Nestor et Monfray ont renvoyé le Congolais en réserve.

Niort se mesurera à Troyes avec Bryan Passi convoqué et probable titulaire. Eden Massouema et Warren Tchimbembé seront du voyage. Le premier est pressenti pour jouer au coup d'envoi, contrairement au second.

Mons Bassouamina et Ryan Bidounga sont retenus dans le groupe de Nancy qui accueille Orléans. L'AC Ajaccio reçoit Le Havre. Fernand Mayembo devrait être titulaire, tandis qu'Alan Dzabana, qui a tiré son épingle du jeu en matchs de préparation, semble avoir gagné sa place dans le groupe en ce début de saison. A lui de la conserver et de gagner du temps de jeu.

Camille Delourme

HUMEUR

Malgré l'interdiction, des mineurs continuent de fréquenter les débits de boissons

Il est bien établi que l'âge de la majorité dans notre pays est arrêté à 18 ans. Et à partir de cet âge, certains gestes et actions dits responsables sont autorisés par les différents arrêtés et circulaires qui composent l'armature des textes qui règlementent la vie sur toute l'étendue du territoire national. Ces textes constituent la loi fondamentale du pays, autrement dit de la Constitution.

Tenez ! Vu l'allure quelque peu dangereuse que prenait la fréquentation surtout jusqu'aux heures tardives des bars, night-clubs, buvettes, restaurants-bars, bref tout lieu où se consommait de l'alcool et liqueurs de façon exagérée par les mineurs, les autorités policières nationales avaient exhumé, il y a quelques mois, des textes, arrêtés et circulaires qui interdisaient par le passé, précisément dans des années 60 et 70, les mineurs de fréquenter ces lieux. Et cela avait été applaudi par de nombreux parents dans la quasi-totalité des villes du pays. Mais hélas ! Ce coup de gueule n'a vécu que le temps d'une rose. Alors que constatons-nous quelques semaines après la fermeture des classes ?

Réponse : les enfants dont l'âge varie entre 14 et 17 ans ont repris de façon exagérée la fréquentation des débits de boissons sans aucune crainte jusqu'aux heures tardives. Où sont donc passés les effets de ces circulaires et textes récemment exhumés ? Ces textes et circulaires sont foulés aux pieds par les tenanciers de ces lieux et par les mineurs au su et au vu des parents et des forces de l'ordre.

Et quand ces mineurs sont interrogés pour ce comportement délinquant qui revient au galop, c'est-à-dire le fait de fréquenter des milieux que sont les buvettes et bars qui jonchent les grandes artères et avenues de nos grandes agglomérations, les uns répondent qu'il s'agit là d'un moyen de paraître aux yeux des autres mineurs pendant les grandes vacances et d'autres pensent que « boire la nuit parmi les siens, c'est un loisir ». Quelle confusion !

Pire encore, quelques rares enfants qui se sont comportés dignement dans les quartiers dans les premières semaines après la fermeture des classes ont commencé eux aussi à rejoindre ces groupes « égarés » à cause de la non-application de ces textes et circulaires qui empêchent ce comportement. C'est bizarre !

Dans l'un des quartiers de l'arrondissement 4 Loandjili à Pointe-Noire, un parent s'en est pris publiquement à un autre parent car, disait-il, si son enfant commençait à rentrer tard la nuit et faire le mur, c'est à cause de l'un de ses camarades du quartier qui l'entraîne dans ces milieux. La même chose s'est passée aussi non loin de l'école primaire de Makayabou où deux parents ont voulu se tenir au collet.

Cependant, si des mesures dures ne sont pas prises très rapidement d'ici la fin des grandes vacances, la rue risquera de récupérer plusieurs enfants. Et dans ces conditions, ce sont des mineurs aux crânes rasés insupportables qui peupleront l'an prochain des établissements scolaires. Il y aura donc de grands désordres dans les écoles comme cela a été le cas dans les années précédentes. Affaire à suivre.

Faustin Akono

FESTIVAL DU CINÉMA CONGOLAIS

La 5^e édition sera lancée le 2 août

L'évènement aura lieu du 2 au 4 août à Pointe-Noire au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard, à l'EAD et à l'espace du Trentenaire.

Organisé par le Club des cinéastes du Congo que dirige Flaverick Beutresor Kouta, le festival des films congolais est un rendez-vous des passionnés du 7^e art. Il se veut populaire et grand public en donnant la possibilité aux Congolais en général et aux Ponténégrins en particulier d'apprécier et de consommer le cinéma local à travers les projections populaires.

Selon Flaverick Beutresor Kouta, directeur dudit festival, l'objectif de ce festival est de faire la promotion du cinéma congolais qui peu à peu retrouve son lustre d'antan. Lors de ces retrouvailles cinématographiques, les cinéphiles seront formés dans divers métiers du cinéma tels le jeu d'acteur, le cadrage, l'écriture de scénario sans oublier le partage d'expérience des professionnels du cinéma entre eux d'un côté et avec les cinéphiles de l'autre.

Pour cette 5^e édition, le festival bénéficie de l'apport de Léocady Kakama, présidente de l'association Kakama « Accroche toi » installé à Epinay-sur-Seine en France et marraine de ladite édition. Plus de seize ambassa-

deurs soutiennent cette initiative en apportant chacun une contribution matérielle et financière pour garantir sa réussite. Plusieurs films sont au programme lors de cette 5^e édition avec une série de projection des films, la présentation des ambassadeurs, des partenaires et des sponsors. La 2^e journée est consacrée à la projection des films en compétition suivie du dîner de charité.

La dernière journée est réservée à la remise des certificats aux ambassadeurs, partenaires sponsors, participants aux ateliers et des cinéastes et acteurs des films sélectionnés peu après la dernière séance de projection. En apothéose, une soirée dansante est réservée aux participants. Le réalisateur Flaverick Beutresor Kouta est l'initiateur du festival des films congolais organisé par le Club des cinéastes du Congo. Formé au Maroc, le jeune scénariste a plusieurs films à son actif dont le film Tâ Papaye, Superman noir, Chaque enfant a des droits et chaque parent des devoirs, Le sida, une affaire de tous, Le Blédard, série (gags) de sensibilisation aux nouvelles technologies, avec Yassine-Vision, Flash-Back, court métrage sur la discrimination tribale, La règle de 3». «Puzzle» et «Mwana nsana», le doc lucien...

Hervé Brice Mampouya

IMPRIMERIE*DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



JOURNÉE NATIONALE DU SPORT

Hugues Ngouélondélé place la formation au cœur de la célébration

Dans son message délivré dans le cadre de la journée nationale du sport qui sera célébrée le 28 juillet sur toute l'étendue du territoire national, le ministre des Sports et de l'éducation physique a insisté sur la formation pour relancer le sport congolais.

La journée nationale des sports est célébrée chaque dernier dimanche du mois de juillet. A Brazzaville, les activités qui vont se dérouler au gymnase Henri-Elendé, seront patronnées par le ministre des Sports et de l'éducation physique. Dans son message, Hugues Ngouélondélé a insisté sur deux piliers essentiels: les réformes et la formation. « Cette commémoration nous offre l'opportunité de relever que ce secteur, bien qu'ayant présenté, souvent des résultats mitigés, reprend progressivement ses marques. En effet, à travers le Plan national de développement (PND 2018-2022), le gouvernement de notre pays s'emploie, dans les axes relatifs à la gouvernance du sport, à répondre aux besoins fondamentaux de réforme et de formation dans ce secteur », a souligné Hugues Ngouélondélé.

Le ministre des Sports et de l'éducation physique a, en effet, précisé que, les réformes envi-



Hugues Ngouélondélé délivrant son message photo DR

sagées pour relever les défis qui se présentent (...) sont d'ordre structurel et organisationnel. La formation, a-t-il reconnu dans son message, est une piste que le gouvernement va explorer intensément pour relancer et contribuer à la préparation d'une génération sportive performante. « Il est prioritaire et indispensable de former les sportifs sur tous les plans : physique, tactique, technique et mental. Il est aussi essentiel de les former jeunes en vue de disposer les mieux armés possibles », a-t-il souhaité.

La relance des jeux de l'Office national du sport scolaire et universitaire (Onssu) s'inscrit, selon lui, dans cette vision. Ces jeux a-t-il précisé, se tiendront cette année à Ewo chef-lieu du département de la Cuvette-

ouest. « Ces jeux favorisent l'apprentissage, suscitent des vocations et facilitent la détection des talents », a-t-il rappelé, tout en reconnaissant que le chemin du redressement du sport national est encore long à parcourir. Hugues Ngouélondélé compte, par ailleurs, sur le concours des principaux acteurs pour atteindre les objectifs souhaités. « Si la vision et la volonté du chef de l'Etat, son excellence Denis Sassou N'Guesso, ont permis à la République du Congo de se doter d'infrastructures sportives de niveau international dans tous les départements, il ne devrait donc pas y avoir des obstacles insurmontables à la promotion de l'élite et au développement du sport », a-t-il conclu.

James Golden Eloué

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL FÉMININ

Les places pour la finale sont chères

Les demi-finales des dames n'ont pas donné les premiers éléments de réponse quant aux équipes qui disputeront la finale le 14 août à Brazzaville. C'est un triste zéro but partout qui a sanctionné les deux rencontres disputées le 26 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat

Il n'y a eu ni vainqueur ni vaincu lors des demi-finales des dames. Encore moins des buts lors des rencontres opposant respectivement Tula ka tula au Rayons du Soleil et le Club Espérance de Brazzaville (CESB) à Epah-Ngamba. Ce qui réserve le 1er août respectivement au stade Alphonse-Massamba-Débat et au Complexe sportif de Pointe-Noire des matches retour très ouverts et indécis.

Dans le football, le nul blanc qui est d'ailleurs un score piège, n'avantage pas seulement l'équipe qui a été reçue même si le Rayons du Soleil et Epah Ngamba ne doivent non plus boudé leur plaisir d'avoir fait peut-être un pas vers la qualification.

Il y a lieu de reconnaître aussi que ces deux équipes restent sous la menace de leurs adversaires qui joueront à coup sûr la manche retour plus libérés afin de saisir les deux options qui se présentent devant elles (nul avec but ou victoire) pour priver les deux équipes d'accéder en finale.

Pour celles qui vont recevoir le 1^{er} août, gagner reste la seule option pour se qualifier et disputer une finale inédite. Car dans le lot des demi-finalistes, Tula ka tula et Rayons du Soleil n'ont jamais remporté le trophée. Ce qui est sûr, l'une d'entre elles sera en finale puisqu'elles ont eu la chance de s'affronter entre elles. Dans l'autre demi-finale, l'un des anciens vainqueurs laissera sa peau. Ce sera soit le CASB vainqueur en 2004 ou Epah Ngamba vainqueur de la dernière édition en 2018.

Notons que l'absence des clubs les plus titrés dans le dernier carré (AC Léopards et le FCF La Source (5 titres) et l'AC Colombes (4 titres) est la plus grosse surprise de cette édition.

J.GE.

RÉFLEXION

Et l'Afrique du Nord s'enfonça dans la crise ...

A lors qu'elle fut longtemps, sinon un havre de paix, du moins l'un des espaces géopolitiques les plus stables du continent africain dans l'ère post-coloniale, l'Afrique du Nord s'enfonça désormais dans une crise dont personne ne saurait prédire l'issue. Sur les cinq pays qui la composent - Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Tunisie - deux seulement sont, pour l'instant en tout cas, épargnés par une déstabilisation intérieure que les régimes en place depuis plusieurs décennies n'ont pas su anticiper.

° L'Algérie n'a toujours pas réussi, malgré la forte mobilisation de sa société civile, à organiser la succession d'Abdelaziz Bouteflika qui avait su gérer le pays pendant deux décennies et le placer en très bonne position dans le camp des pays émergents. Et son successeur par intérim, Abdelkader Bensalah, ne semble pas en mesure de relever rapidement ce défi.

° La Tunisie, qui avait choisi librement son nouveau président, Béji Caid Essebsi, après la révolution de 2011, vient tout juste de le perdre et son successeur par intérim, Mohamed Ennaceur, se trouve confronté au problème de l'organisation rapide de l'élection présidentielle et des élections législatives. Deux scrutins qui ne

seront pas faciles à organiser dans le contexte actuel.

° La Libye a été détruite par la chute de son guide, Mouammar Kadhafi, chute organisée pour des raisons qu'il faudra un jour ou l'autre expliquer par les puissances occidentales au premier rang desquelles figurait la France de Nicolas Sarkozy. Et même si le Maréchal Haftar contrôle aujourd'hui la majeure partie du territoire, la stabilité du pays n'est toujours pas assurée.

Aux deux extrémités de cette partie du continent se trouvent fort heureusement deux puissances qui semblent, elles, assises sur des bases solides : le Royaume du Maroc que dirige Mohammed VI descendant de la dynastie Alaouite et la République Arabe d'Egypte que gouverne d'une main de fer Abdel Fattah al-Sissi. Mais cette stabilité se trouve menacée de façon indirecte par deux dérives: la première est celle qui frappe l'Algérie, la Tunisie et la Libye; la seconde, toute aussi dangereuse sinon même plus, est la déstabilisation de l'immense zone sahélo-saharienne générée par la crise libyenne qui frappe désormais de plein fouet le Mali, le Niger, la Mauritanie et qui semble sur le point de gagner le Sud.

Devenue une zone de non droit où se développent toutes sortes de trafics, y compris celui des êtres humains, cette partie du continent africain s'enfonça lentement mais sûrement dans une crise que la communauté internationale s'avère incapable de gérer comme le démontre l'échec des interventions militaires lancées pour y mettre fin. Et, bien sûr, cette dérive générale ne peut qu'être aggravée dans les mois et les années à venir par les incertitudes politiques qui se multiplient en Afrique du Nord.

Que faut-il conclure de ce qui précède ? Simplement le fait que si l'Union africaine ne se mobilise pas très vite et toute entière pour aider les peuples du nord du continent à régler leurs problèmes internes de façon pacifique, si d'autre part la communauté internationale dans son ensemble n'appuie pas de façon très concrète les actions entreprises par cette même Union, la situation deviendra vite intenable. Avec les conséquences tragiques que les drames à répétition qui se déroulent dans les eaux de la Méditerranée auront pour l'Europe et que la descente vers le Sud de la violence ethnique ou religieuse aura inévitablement pour le reste de l'Afrique.

Jean-Paul Pigasse